

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3897

[C — 2012/27186]

**19 DECEMBRE 2012. — Décret contenant le budget général des recettes
de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013 (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2013, les recettes courantes de la Wallonie sont estimées à 6.471.566.000 euros, conformément au Titre I^{er} du tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2013, les recettes en capital de la Wallonie sont estimées à 657.811.000 euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Les impôts et les taxes perçus au profit de la Wallonie existants au 31 décembre 2012 seront recouvrés pendant l'année 2013 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2013;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type "Billets de trésorerie à long terme" et d'en adapter l'échéance.

Art. 5. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé :

1° à créer des billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter et ce aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euro et en monnaies étrangères;

2° à conclure toute opération de gestion journalière du Trésor ou toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris la conclusion de conventions de placement nécessaires à leur bonne fin, dans le respect du principe de prudence;

3° en ce qui concerne les emprunts privés émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement;

4° en ce qui concerne les emprunts émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à conclure des opérations financières de gestion visées à l'article 7, 2°.

Art. 6. Les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs (emprunts publics et billets de trésorerie à long terme) et les coûts annexes ainsi que les recettes afférentes à la réalisation de ces actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus en découlant peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux ouverts à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes titres spéciaux ouverts au nom du Trésor wallon à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1° et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'Etat, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Art. 7. Le Ministre du Budget et des Finances est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de la Wallonie :

1° les revenus de placements de produits d'emprunts en euro effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 5, 1° et 2°;

2° les revenus ou capitaux attribués à la Wallonie suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de "swap" d'intérêts, d'arbitrages, de couvertures de risque telles que les options ou autres opérations réalisées au moyen d'emprunts de la Wallonie et aux fins d'en alléger les charges financières.

Art. 8. Les soldes de trésorerie de l'ex-OWDR peuvent être affectés à l'article 76.02 de la division 15 (Fonds en matière de politique foncière).

Art. 9. Sont insérés à l'article 126 du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie les termes suivants :

« 4° par les sommes versées à la Région dans le cadre du projet RE-WILL (Recherche d'excellence - Walloon Institute for Life sciences Lead) ».

Art. 10. § 1^{er}. Une redevance est prélevée en vue du financement des frais encourus par la CWaPE dans la mise en œuvre du mécanisme de certificats verts visé à l'article 37 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

§ 2. La redevance est due par les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité faisant appel auprès de la CWaPE à l'octroi de certificats verts exploitant une installation d'une puissance nominale supérieure à 10 kilowatts (kW).

§ 3. La redevance est due par mégawattheure (MWh) dont un relevé d'index communiqué à la CWaPE à partir du 1^{er} janvier 2013 atteste la production et qui entre en ligne de compte pour l'octroi de certificats verts. Le taux unitaire de la redevance, exprimé en euro par mégawattheure (euro/MWh), est égal à la valeur d'une fraction, dont le numérateur est égal à 1.800.000 euros et le dénominateur est le nombre total estimé de MWh générés par les producteurs redevables du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013.

Art. 11. § 1^{er}. La CWaPE estime les productions d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité des redevables, en fonction des caractéristiques techniques des installations, des données historiques et des éléments extérieurs influençant la production.

La CWaPE calcule à partir de la production totale ainsi estimée le taux unitaire de redevance pour l'année 2013. Ce taux est applicable de manière uniforme à l'ensemble des redevables.

La CWaPE publie le taux de la redevance.

Art. 12. Le producteur s'acquitte de la redevance dans les deux mois de l'envoi des factures. Sous réserve d'erreurs matérielles, le retard de paiement rend de plein droit indisponibles les avoirs en comptes-titres de ce producteur auprès de la CWaPE. La CWaPE est habilitée à poursuivre auprès des débiteurs défaillants le recouvrement de la redevance.

La présente redevance est à charge des producteurs d'électricité verte redevables au sens de l'article 3 et ne peut être répercutée sur les consommateurs.

Art. 13. L'article 80, § 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

Catégories des appareils	Montant de la taxe
A	3.000,00 EUR
B	1.194,80 EUR
C	380,17 EUR
D	271,55 EUR
E	162,93 EUR

Les montants de taxes précités sont adaptés, chaque année à partir de la période imposable 2014, en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année à partir de l'année 2013, au *Moniteur belge* les montants de taxes à percevoir pour la période imposable débutant le 1^{er} janvier de l'année suivante, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année de la publication et de l'année précédente. »

Art. 14. Le décret du 14 juillet 2011 ratifiant la décision du Gouvernement wallon du 16 septembre 2010 du transfert à la Région wallonne du service de l'impôt en matière de taxe de circulation, de taxe de mise en circulation et d'Eurovignette (EUV), est retiré.

La décision du Gouvernement wallon du 16 septembre 2010, d'assurer à partir du 1^{er} janvier 2012, le service de l'impôt en matière de taxe de circulation, taxe de mise en circulation et d'Eurovignette (EUV), est retirée.

Art. 15. La décision du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, suivant laquelle la Région assurera le service de la taxe de circulation, de la taxe de mise en circulation et de l'Eurovignette, visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 10°, 11° et 12°, et à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, in fine, quatrième tiret, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, est ratifiée.

Art. 16. § 1^{er}. Le 1° de l'article 2 du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne est remplacé par le texte suivant :

« 1° "automate":

- a) les appareils distributeurs automatiques de billets de banques accessibles au public;
- b) les guichets automatisés, c'est-à-dire les terminaux d'ordinateur mis à la disposition par les organismes bancaires et permettant d'effectuer différentes opérations bancaires, dont la distribution automatique de billets de banque;
- c) les guichets automatisés, c'est-à-dire les terminaux d'ordinateur mis à la disposition par les organismes bancaires et permettant d'effectuer différentes opérations bancaires, dont la réalisation automatique de paiement et la distribution automatique des extraits de compte;
- d) les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre-service pour lesquels le carburant peut être payé par un système automatisé;
- e) les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre-service pour lesquels le carburant doit être payé par un système automatisé;
- f) les appareils distributeurs automatiques de tabacs, cigares ou cigarettes. »

§ 2. Le § 1^{er} de l'article 4 du même décret est remplacé par le texte suivant :

« Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

- 1) pour les automates visés à l'article 1^{er}, a), b) et c) : 3.578,93 euros par automate;
- 2) pour les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre service pour lesquels le carburant peut être payé par un système automatisé :
 - a) pour les distributeurs de carburant en libre-service entièrement automatisés : 760,33 euros par pistolet;
 - b) quand plusieurs pistolets sont reliés à un compteur et ne peuvent être utilisés simultanément : 1.086,19 euros par compteur;
- 3) pour les appareils distributeurs de carburants accessibles au public, en libre service pour lesquels le carburant doit être payé par un système automatisé :
 - a) pour les distributeurs de carburant en libre-service entièrement automatisés : 894,73 euros par pistolet;
 - b) quand plusieurs pistolets sont reliés à un compteur et ne peuvent être utilisés simultanément : 1.278,19 euros par compteur;
- 4) pour les appareils distributeurs automatiques de tabacs, cigares et cigarettes : 511,28 euros par appareil distributeur.

Les montants des taxes précitées sont adaptés chaque année en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année, à partir de l'année 2013, au *Moniteur belge* les montants de la taxe à percevoir pour la période imposable en cours, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année de la publication et de l'année précédente. »

§ 3. Les dispositions visées aux §§ 1^{er} et 2 sont applicables à partir de la période imposable 2011.

Art. 17. § 1^{er}. A l'article 97, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« - la seconde, appelée "éco-malus", étant basée sur la catégorie d'émissions de CO₂ du véhicule automobile mis en usage. »

§ 2. A l'article 97bis du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La seconde composante de la taxe due pour les voitures et voitures mixtes visées par l'article 94, 1^o, mises en usage par une personne physique domiciliée en Région wallonne, appelée "éco-malus", est calculée conformément aux articles 97quater et 97quinquies ».

§ 3. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 2 inséré par le décret du 5 mars 2008 portant création d'un éco-malus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques et modifié par le décret du 10 décembre 2009, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Calcul de l'éco-malus

Art. 97quater. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile est mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, qu'il remplace ou non un autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'éco-malus est calculé sur la catégorie des émissions de CO₂ de ce véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. Les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé « catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage ».

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage
De 0 à 98	1
De 99 à 104	2
De 105 à 115	3
De 116 à 125	4
De 126 à 135	5
De 136 à 145	6
De 146 à 155	7
De 156 à 165	8
De 166 à 175	9
De 176 à 185	10
De 186 à 195	11
De 196 à 205	12
De 206 à 215	13
De 216 à 225	14
De 226 à 235	15
De 236 à 245	16
De 246 à 255	17
A partir de 256	18

Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, à condition que ce chiffre soit inférieur à 15, est diminué de 1, lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge, ou de 2, lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge, à la date de la mise en usage du véhicule; le Ministre de la Région wallonne qui a les Finances dans ses attributions, détermine les modalités d'octroi de cet avantage précité qui pourrait être accordé, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé.

Pour les véhicules qui, à la date de la mise en usage du véhicule, sont inscrits dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1.

§ 3. La deuxième composante de la taxe, évoquée à l'article 97, alinéa 2, appelée "éco-malus", est le montant résultant de l'application des montants calculés conformément à l'article 97quinquies, au regard du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, calculée conformément au § 2.

Art. 97quinquies. Le montant de l'éco-malus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, le cas échéant diminuée conformément à l'article 97quater, § 2, alinéas 3 et 4	Montant de l'éco-malus
7	€ 100
8	€ 175
9	€ 250
10	€ 375
11	€ 500
12	€ 600
13	€ 700
14	€ 1.000
15	€ 1.200
16	€ 1.500
17	€ 2.000
18	€ 2.500

Par dérogation au présent tableau, le montant de l'éco-malus est égal à € 0, pour les véhicules qui sont visés par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4,

§ 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules.

Le Gouvernement wallon peut modifier les montants et catégories repris au présent § 3. Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris. ».

§ 4. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 3 inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié par le décret du 20 décembre 2009 et le § 3bis inséré par le décret du 10 décembre 2009, sont abrogés.

§ 5. Dans le Titre V, chapitre IV, section 1^{re} du même Code, le § 4 inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009 devient le § 3 et l'article 97dixies devient l'article 97sexies.

Art. 18. § 1^{er}. A l'article 131bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le § 1^{er} est remplacé par le texte suivant, rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Par dérogation à l'article 131 pour les donations entre vifs de biens meubles, il est perçu, sur l'émolument brut de chacun des donataires, un droit proportionnel de :

- 1° 3,3 % pour les donations en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux;
- 2° 5,5 % pour les donations entre frères et sœurs, et entre oncles ou tantes et neveux ou nièces;
- 3° 7,7 % pour les donations à d'autres personnes ».

§ 2. A l'article 44 du même code, les mots : ", ou à 10 % lorsque les conventions translatives précitées donnent lieu à l'octroi à l'acquéreur d'un crédit hypothécaire conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social, ou à l'octroi d'un prêt hypothécaire par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" sont supprimés.

§ 3. A l'article 209 du même code, le 6° est remplacé par le texte suivant, rédigé comme suit :

« 6° les droits perçus du chef d'un acte juridique enregistré avant application à cet acte de la réduction du tarif à 5 %, inscrite aux articles 44, 53 et 57, à concurrence du supplément de droits entre le taux appliqué lors de l'enregistrement de l'acte et le taux réduit prévu dans ces dernières dispositions; cette restitution est soumise à la formation d'une demande en restitution au pied de l'acte de prêt hypothécaire donnant droit à la réduction sur l'acte de vente de l'immeuble sur lequel porte l'hypothèque, signée par l'acheteur et le notaire instrumentant, avant l'enregistrement de cet acte de prêt; cette demande au pied de l'acte doit contenir le nom du bénéficiaire de la restitution et, le cas échéant, le numéro du compte sur lequel doit être versé le montant des droits à restituer; ».

§ 4. Le présent article entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Les §§ 2 et 3 s'appliquent toutefois à tous les actes authentiques passés à partir du 1^{er} janvier 2012 sauf s'ils constatent une convention qui a fait l'objet d'un acte sous seing privé antérieur à cette date. Cet acte authentique restera soumis à l'ancien taux de 10 % s'il est présenté au bureau de l'enregistrement en même temps que l'acte sous seing privé, précité, avec la preuve que le prêt hypothécaire octroyé par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social ou le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, l'a été sur base d'une demande introduite au plus tard le 31 décembre 2011.

Art. 19. En application de l'art 6, 3^o du décret portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le recouvrement des recettes non fiscales peut être abandonné par le receveur lorsque le coût du recouvrement est supérieur au montant du droit constaté.

Art. 20. À l'article 45, § 1^{er} du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 10 décembre 2009 et modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots "à 32 %" sont remplacés par les mots ""à 15 %".

Art. 21. L'article 253, 5^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 6 juillet 1994 et modifié par les décrets des 6 décembre 2001 et 22 octobre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« 5^o des biens immobiliers situés en Région wallonne et repris dans le périmètre d'un site Natura 2000, d'une réserve naturelle ou d'une réserve forestière ou repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000 et soumis au régime de protection primaire; ».

Art. 22. L'article L4211-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété comme suit :

« § 5. A partir des élections communales et provinciales de 2012, les dépenses mises à charge de la Wallonie par les paragraphes 2 et 4 du présent article, ainsi que les dépenses relatives à l'upgrade technique des machines et les charges administratives inhérentes à l'encadrement de ce processus électoral, seront remboursées, après la clôture du scrutin, par les communes utilisatrices selon des modalités arrêtées par le Gouvernement à concurrence du montant qui excède le coût du vote manuel. »

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux déchets

Art. 23. L'article 5 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets est fixé à 62 euros/tonne pour les déchets non dangereux et à 67 euros/tonne pour les déchets dangereux.

§ 2. Lorsque la mise en C.E.T. de déchets n'est pas autorisée par la réglementation ou une autorisation administrative, le montant de la taxe est fixé à 150 euros/tonne, avec un minimum de 150 euros, s'il s'agit de déchets non dangereux, et à 600 euros/tonne, avec un minimum de 600 euros, s'il s'agit de déchets dangereux. »

Art. 24. Dans l'article 6 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de la taxe est réduit dans les hypothèses et aux montants suivants :

1^o 25 euros/tonne, s'agissant des résidus de traitement par incinération, des cendres volantes provenant de centrales thermiques, des sables de fonderie non inertes, et des résidus provenant du traitement des déchets issus de la production ou de la fabrication de la fonte et de l'acier;

2^o 18 euros/tonne, s'agissant des déchets résultant d'un traitement par inertage ou stabilisation;

3^o 16 euros/tonne, s'agissant des résidus non inertes d'unités de recyclage du verre utilisant du verre collecté sélectivement pour la production de verre neuf;

4^o 15 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la destruction d'épaves de voitures et de ferrailles;

5^o 3 euros/tonne, s'agissant des déchets autres que ceux visés au 10^o, provenant d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même lorsque, de l'avis de l'Office, les procédés d'assainissement autres que l'excavation et la mise en centre d'enfouissement technique entraîneraient des dépenses démesurées ou seraient impraticables;

6^o 3 euros/tonne, s'agissant des résidus et des terres décontaminées issus des centres d'assainissement de sols autorisés autres que les terres visées au 10^o;

7^o 3 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la fabrication de la fibre de verre, des matières enlevées du lit, des berges et des annexes des cours et plans d'eau, des déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser, des déchets d'oxydes de fer provenant de la production de zinc, connus sous le nom de jarosite et goethite, et des gangues de minerai de manganèse issues de la production de sels et oxydes de manganèse;

8^o 3 euros/tonne, s'agissant des déchets contenant du phosphogypse, des boues de soudière, des boues d'épuration de saumures de matières minérales et des déchets miniers;

9^o 3 euros/tonne, s'agissant des boues ou des résidus solides résultant de la fabrication de pâte recyclée en provenance d'entreprises utilisant des déchets de papier et carton comme tout ou partie de matière première pour la production de papier et de carton neufs;

10^o 0,25 euro/tonne, s'agissant :

- de terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3;

- des déchets inertes issus des centres de recyclage y compris les fines de criblage admissible en centre d'enfouissement de classe 3 d'une granulométrie maximale de 40 millimètres pour autant qu'elles comprennent moins de :

a) 1 % de matériaux non pierreux tels que du plâtre, du caoutchouc, des matériaux d'isolation, des matériaux de recouvrement de toiture;

b) 5 % de matériaux organiques tels que bois, restes végétaux;

c) 15 % d'éléments pierreux non naturels dont la dimension est comprise entre 2 et 40 millimètres;

11° 0 euro/tonne, s'agissant :

- des déchets contenant des fibres d'amiante;
- des terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3 utilisées aux fins de la couverture finale et de la remise en état des centres d'enfouissement technique;
- des déchets valorisables utilisés en C.E.T. au titre de substituts à des produits ou équipements nécessaires à l'exploitation et à la réhabilitation du C.E.T., en conformité avec le permis d'exploiter ou le permis d'environnement.

Art. 25. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets non dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 8,1 euros/tonne.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 50 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 150 euros/tonne, avec un minimum de 150 euros. »

Art. 26. L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 24 euros/tonne.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 60 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 600 euros/tonne, avec un minimum de 600 euros. »

Art. 27. Dans l'article 12 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation aux articles 10, § 1^{er}, et 11, § 1^{er}, le montant de la taxe sur l'incinération des déchets issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 2 euros/tonne en cas de récupération de chaleur et à 3 euros/tonne en l'absence de récupération de chaleur. »

Art. 28. Dans l'article 16 du même décret, le § 1^{er}, alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Le montant de la taxe sur la co-incinération de déchets dangereux est fixé à 6,75 euros/tonne. ».

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux sites d'activité économique désaffectés

Art. 29. A l'article 2 du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés :

- le nombre 5 000 est remplacé par le nombre 1 000;
- le nombre 50 est remplacé par le nombre 25.

Art. 30. A l'article 5 du même décret, les termes "ou de chaque constat annuel postérieur à celui-ci tel que visé à l'article 7, § 3, alinéa 2" sont remplacés par les termes "ou des constats postérieurs visés à l'article 7, § 3, alinéa 2, ou, à défaut de constat, à la date anniversaire du deuxième constat".

Art. 31. A l'article 6 du même décret, le 1^{er} alinéa est remplacé par le texte suivant :

« La période imposable est l'année au cours de laquelle est dressé un deuxième constat visé à l'article 7, § 2, alinéa 2, établissant l'existence d'un site d'activité économique désaffecté maintenu en l'état, ou les années postérieures durant lesquelles le site est maintenu en l'état au sens de l'article 2. »

Le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« La taxe peut être enrôlée jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année imposable. ».

Art. 32. A l'article 7, § 2, du même décret, le nombre douze est remplacé par le nombre neuf.

Un troisième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté : "Ce deuxième constat est notifié conformément au § 1^{er}, alinéa 2".

Le 1^{er} alinéa du § 3 est remplacé par le texte suivant :

« § 3. A partir de la date anniversaire du deuxième constat, le site est présumé maintenu en l'état au sens de l'article 2. Toutefois, le redevable peut demander aux fonctionnaires visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, d'effectuer un contrôle. »

Art. 33. A l'article 9 du même décret, les trois premiers paragraphes sont remplacés par le texte suivant :

« § 1^{er}. L'exigibilité de la taxe de même que le cours de la prescription de son recouvrement sont suspendus pour les sites visés aux § 2 et § 3.

§ 2. Les sites soumis aux dispositions du chapitre IV du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, tant que le titulaire des obligations mises à sa charge en application de ce décret respecte ses obligations.

La suspension prend cours à dater de l'année au cours de laquelle naissent ces obligations.

Elle concerne les taxes relatives aux années durant lesquelles durent ces obligations.

Les taxes sont dégrevées lorsque l'administration délivre un certificat de contrôle du sol en application de l'article 67 dudit décret.

§ 3. Les sites à réaménager qui font l'objet de l'arrêté visé à l'article 169, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

La suspension prend cours à dater de l'année de cet arrêté.

Elle concerne les taxes dues au moment de l'arrêté visé à l'alinéa 1^{er}, pour les taxes exigibles à partir de l'année de la demande.

Les taxes sont dégrévées lorsque le réaménagement du site est constaté par l'arrêté visé à l'article 169, § 7, du même Code ».

Un § 6, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 6. La suspension visée aux § 2 et § 3 reste acquise même si le respect des obligations découlant des deux législations visées n'a pas entraîné la suppression du caractère taxable du site au sens du présent décret. »

Un § 7, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 7. Le constat, par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement, du caractère désormais non taxable d'un site au sens du présent décret, entraîne le dégrèvement des taxes suspendues. »

Art. 34. Un article 9bis, rédigé comme suit, est ajouté au même décret :

« Art. 9bis. Les communes peuvent lever des centimes additionnels à la taxe régionale.

Peuvent lever ces centimes les communes qui participent annuellement au recensement et à la mise à jour de la liste des sites susceptibles d'être concernés par la présente taxe. »

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 35. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Les articles 14 et 15 entrent toutefois en vigueur dès le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 4 - IVa (2012-2013), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 décembre 2012.

Discussion.

Vote.

Budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Budget initial 2013 (en milliers d'euros)	
			Par article	Total
TITRE I - RECETTES COURANTES				
Secteur I - Recettes fiscales				
Recettes fiscales spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement				
HE	36 01 70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 25 juillet 1991 sur les déchets (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 13, division organique 15)	23.378	
HE	36 02 70	(Modifié) Taxes, redevances et contributions de prélèvement perçues en vertu du décret-programme 1997 (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement, section protection des eaux : article de base 01.03, programme 13, division organique 15 et au Fonds de solidarité international pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	61.293	
HE	36 03 70	Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	255	
HE	38 01 50	(Nouveau) Sommes perçues en vertu du décret du 5 juin 2008 relatif à la répression des infractions en matière d'environnement (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	500	
<i>Total Division organique 15 Dont recettes affectées</i>				85.426 85.426
Recettes fiscales spécifiques - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie				
HE	36 01 90	Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés (recettes affectées au Fonds d'assainissement des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages : article de base 01.01., division 16, programme 03)	600	
<i>Total Division organique 16 Dont recettes affectées</i>				600 600
Recettes fiscales générales - Division organique 19 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication				
AN	36 01 40	Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	883.904	
AN	36 02 40	Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immobilier situé en Belgique	82.074	
AN	36 03 40	Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens	18.437	
AN	36 01 60	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	447.659	
AN	36 02 60	Taxe de mise en circulation	156.216	
AN	36 01 80	Taxes sur les logements abandonnés	25	
AN	36 02 80	Taxe sur la différence d'émission de CO2 par les véhicules automobiles mis en usage par une personne physique (Malus)	0	
AN	36 03 90	Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	18.974	
AN	36 04 90	Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	25.685	
AN	36 05 90	Redevance radio et télévision	10	
AN	36 05 90	Redevance radio et télévision	115.000	
AN	36 06 90	Eurovignette	0	
AN	36 07 90	Taxes sur les automates	19.932	
AN	37 01 00	Précompte immobilier	31.924	
AN	37 02 00	Intérêts et amendes sur impôts régionaux (article 6 §5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001)	17.402	
AN	56 01 50	Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles	90.414	
<i>Total Division organique 19 Dont recettes affectées</i>				1.907.656 0
Total Secteur I Dont recettes affectées				1.993.682 86.026
Secteur II - Recettes générales non fiscales				
Recettes générales - Division organique 10				
DE	16 01 12	Produit d'études et vente de publications dans le domaine des statistiques	0	
DE	16 01 13	Frais d'inscription à des manifestations organisées par la Région	0	
DE	38 01 10	Fonds budgétaire en matière de Loterie (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de Loterie : article de base 01.01, programme 03, division organique 10)	4.872	
DE	49 01 20	Recette provenant de la Communauté française au titre de sa participation au suivi du Plan Stratégique Transversal 2 "Développement du capital humain, des connaissances et du savoir-faire"	0	
<i>Total Division organique 10 Dont recettes affectées</i>				4.872 4.872
Recettes générales - Division organique 11 Personnel et affaires générales				
NO	11 01 00	Remboursement au SPW des traitements et allocations des membres du Centre de Recherche agronomique de Gembloux	0	
NO	11 02 00	Remboursement au SPW des traitements et allocations des Receveurs régionaux	9.000	
NO	11 01 10	Remboursements en relation avec les dépenses exposées pour les traitements, allocations et charges sociales des agents du SPW	1.500	
NO	11 01 40	Cotisation du personnel du SPW à l'achat de titres-repas	50	
<i>Total Division organique 11 Dont recettes affectées</i>				10.550 0
Recettes générales - Division organique 12 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication				
AN	06 01 00	Produits divers	3.000	
AN	06 02 00	Remboursement de sommes indûment payées	2.000	
AN	08 01 30	Remboursement des sommes en relation avec les dépenses exposées par les organes de contrôle de la Région auprès des O.I.P. soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954 et auprès des autres organismes pararégionaux	0	
AN	12 01 11	Versement par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées	3.827	
AN	16 02 12	Récupération de sommes en relation avec les dépenses de matériel et de services exposées pour le fonctionnement des administrations, y compris le produit de la vente de biens désaffectés	40	
AN	16 03 12	Produit de la vente de biens non durables et de services	700	
AN	16 04 12	Recettes courantes découlant de la gestion du patrimoine régional	0	
AN	16 05 12	Produits de la location de biens non spécifiques	600	
AN	26 01 10	Intérêts de placements	332	
AN	27 01 30	Produit des opérations d'excédents d'émissions d'emprunts	0	
AN	38 01 00	Récupération des créances contentieuses	300	
AN	38 02 10	Prélèvement des cautions et produits des cautions après faillite	50	
AN	38 03 10	Produit des retenues et des pénalités pour retard appliquées à des adjudicataires	100	
AN	46 01 00	Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne	0	
AN	49 02 20	Moyens transférés par la Communauté française	346.608	
AN	49 03 20	Moyens complémentaires transférés par la Communauté française	0	
AN	49 04 20	Moyens transférés par la Communauté française - Calcul définitif exercice antérieur	1.094	
AN	49 05 20	Dotation exceptionnelle de la Communauté française	0	
AN	49 01 41	Arriérés des recettes dues à la Région par la Régie des Bâtiments	0	
AN	49 01 42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques	3.782.651	
AN	49 02 42	Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques - Calcul définitif exercice antérieur	0	
AN	49 03 42	Dotation Fédérale groupe jeux et paris	3.296	
AN	49 01 43	Dégrèvement fiscaux	10	
<i>Total Division organique 12 Dont recettes affectées</i>				4.144.608 0

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Budget initial 2013 (en milliers d'euros)	
			Par article	Total
Recettes générales - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie				
AN	38 02 00	Produit de la redevance liée à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz	0	
<i>Total Division organique 16 Dont recettes affectées</i>				0 0
Recettes générales - Division organique 17 Pouvoirs locaux, action sociale et santé				
AN	49 02 41	Remboursement de la quote-part du Gouvernement fédéral dans le cadre des conventions de premier emploi	7.484	
<i>Total Division organique 17 Dont recettes affectées</i>				7.484 0
Total Secteur II Dont recettes affectées				4.167.514 4.872
Secteur III - Recettes spécifiques				
Recettes spécifiques - Division organique 12 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication				
AN	21 01 11	Remboursement des versements provisionnels excédentaires des intérêts de la dette	0	
AN	30 01 00	Différentiel d'intérêts d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986 et 1987	1.062	
<i>Total Division organique 12 Dont recettes affectées</i>				1.062 0
Recettes spécifiques - Division organique 13 Routes et bâtiments				
AN	01 01 00	Fonds budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique (recettes affectées au Fond budgétaire pour la promotion et le développement de l'activité hippique : article de base 01.01, programme 11, division organique 13)	800	
CD	06 03 00	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau routier et autoroutier de la Région - Produit des redevances et autorisations domaniales consenties sur les routes et autoroutes (recettes affectées au Fonds du péage et des avaries : article de base 01.01, programme 02, division organique 13)	61.505	
CD	06 01 12	Recettes résultant des prestations externes des bureaux d'études du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds des études techniques : article de base 01.03, programme 03, division organique 13)	700	
NO	11 02 10	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations, allocations et charges sociales du personnel employé par les bureaux d'études émergeant au Fonds des Etudes techniques	0	
CD	16 06 12	Produit de la location de biens	220	
MA	28 01 10	Revenus liés à l'exploitation des réseaux de télécommunications	50	
CD	28 02 10	Redevances liées à l'exploitation des établissements annexes situés sur le réseau routier	0	
CD	39 01 10	Programme CEE Infrastructure Transports - Routes	0	
<i>Total Division organique 13 Dont recettes affectées</i>				63.275 63.005
Recettes spécifiques - Division organique 14 Mobilité et voies hydrauliques				
CD	06 01 10	Remboursements effectués par des tiers en matière d'avaries au domaine public du réseau des Voies hydrauliques - Produit des redevances et des autorisations domaniales consenties sur les cours d'eau (recettes affectées au Fonds du trafic et des avaries : article de base 01.02, programme 11, division organique 14)	2.000	
AN	06 02 12	Recettes provenant de l'activité des aérodromes	0	
CD	16 01 11	Recettes provenant de l'activité des barrages régionaux	100	
HE	16 07 12	Produit de la location des biens gérés par l'administration des transports	45	
HE	16 08 12	Recettes provenant des abonnements de transport d'élèves	0	
CD	16 09 12	Produit de la location de biens	122	
HE	38 01 30	Recettes provenant des récupérations par suite de dommages causés aux véhicules assurant le transport scolaire	5	
CD	39 02 10	Programme CEE Infrastructure Transports - Voies hydrauliques	0	
<i>Total Division organique 14 Dont recettes affectées</i>				2.272 2.000
Recettes spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement				
HE	06 04 00	Produits de la gestion des quotas d'émission de gaz à effet de serre perçus en vertu du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par le décret du 22 juin 2006 (recette affectée au Fonds wallon Kyoto : article de base 01.02, programme 13, division organique 15)	0	
CD	16 01 00	(A supprimer) Recettes provenant de la station de recherches forestières	0	
CD	16 01 10	Recettes provenant du comptoir forestier	180	
CD	16 02 11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois de la forêt indivise de l'ancienne «Gruerie d'Arions» (loi domaniale du 26 juillet 1952, article 7) (recette affectée au Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne «Gruerie d'Arions» : article de base 01.02, programme 11, division organique 15)	184	
CD	16 03 11	Prélèvement sur le produit des coupes de bois dans la forêt indivise d'Herbeumont (loi domaniale du 1er juillet 1983, article 1er, 16) (recette affectée au Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont : article de base 01.03, programme 11, division organique 15)	98	
CD	16 04 11	Produit de la vente de coupes de bois et de chablis	9.740	
CD	16 05 11	Quote-part régionale du produit de la vente des coupes de bois dans les forêts indivises	1.020	
CD	16 10 12	Ventes de venaisons et contributions des invités aux Chasses de la Couronne	60	
CD	16 01 20	(A supprimer) Prestations de régie et de surveillance des forêts	6	
CD	26 01 00	Intérêts créditeurs payés par des débiteurs des comités de remboursement bénéficiaires d'un remboursement écheonné de leur solde de compte	31	
CD	28 01 00	Produits résultant de la propriété des biens immobiliers acquis dans le cadre de la politique foncière	120	
CD	28 01 30	Produit de la location du droit de chasse	1.650	
CD	31 01 00	Remboursement de subides et d'avances dans le cadre de programmes ou de projets de recherches scientifiques et techniques	0	
CD	31 02 00	Recettes perçues en vertu du dispositif budgétaire (recettes affectées au Fonds budgétaire S.I.G.E.C. : article de base 01.04, programme 04, division organique 15)	319	
CD	31 03 00	Rétributions forfaitaires liées au Réseau d'information comptable agricole	70	
CD	31 04 00	Remboursement de subventions d'exploitation indûment payées aux bénéficiaires par l'organisme payeur régional	591	
CD	36 08 90	Redevances et rétributions perçues en vertu du décret programme du 18 décembre 2003 (recettes affectées au Fonds budgétaire pour la qualité des produits animaux et végétaux : article de base 01.01, programme 03, Division organique 15)	617	
CD	37 01 70	Part régionale du produit des permis de pêche, de chasse, de tenderie et des examens y relatifs	3.755	
HE	37 02 70	(Nouveau) Droits de dossier perçus en vertu de l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destiné au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique (recettes affectées au Fonds pour la protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	200	
HE	38 01 70	Recettes perçues au titre de l'intervention de l'organisme en charge de l'obligation de reprise des déchets ménagers en application de l'article 13 §1er, 12° de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (recettes affectées au Fonds pour la gestion des déchets : article de base 01.01, programme 13, division organique 15)	1.854	
CD	39 03 10	(A supprimer) Intervention de la CEE dans les régimes d'aide aux agriculteurs	29	
HE	46 01 70	Produits de contributions provenant des distributeurs, des organismes d'assainissement agréés et de la S.P.G.E. sur base volontaire et de divers dons et legs au Fonds de solidarité international pour l'Eau (recette affectée au Fonds de solidarité international pour l'Eau : article de base 01.04, programme 13, division organique 15)	1	
HE	49 01 10	(Nouveau) Remboursement des avances consenties dans le cadre de projet européen et relatives à la partie cofinancée par la CEE (recettes affectées au Fonds pour la Protection de l'Environnement : article de base 01.03, programme 13, division organique 15)	1.140	
<i>Total Division organique 15 Dont recettes affectées</i>				21.665 4.413
Recettes spécifiques - Division organique 16 Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie				
NO	26 02 10	Intérêts sur avances récupérables et participation aux bénéfices d'exploitation des entreprises en matière de politique générale de l'énergie	0	
NO	26 03 10	Intérêts sur avances récupérables en matière de logement	287	
HE	28 03 10	Redevances liées aux autorisations de voiries	0	
NO	28 01 20	Dividendes provenant de la participation de la Région dans le capital des sociétés agréées de logement	0	
NO	34 01 40	Participation bénéficiaire versée à la Région par l'organisme qui couvre l'assurance contre le risque de perte de revenus	124	
NO	36 09 90	(nouveau) Recettes résultant des amendes administratives visées à l'article 13ter du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable ainsi que des sanctions visées à l'article 190, §3 du même Code (recettes affectées au Fonds régional pour le logement) : article de base 01.01, programme 12, division organique 16	50	
NO	38 04 10	Produit de diverses amendes et redevances liées à l'organisation des marchés de l'électricité et du gaz et moyens attribués au Fonds en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en vue de financer les obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz (recettes affectées au Fonds Energie : article de base 01.01, programme 31, division organique 16)	13.500	
<i>Total Division organique 16 Dont recettes affectées</i>				13.961 13.550

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Budget initial 2013 (en milliers d'euros)	
			Par article	Total
Recettes spécifiques - Division organique 17 Pouvoirs locaux, action sociale et santé				
TI	06 05 00	Remboursements inhérents à la prise en charge des rémunérations du personnel des hôpitaux psychiatriques	0	
TI	39 01 00	Remboursement de cofinancement européen	0	
FU	48 01 00	Contributions des Provinces, Communes et CPAS pour l'aide aux sinistrés de l'Asie du Sud et du Sud-Est	0	
<i>Total Division organique 17</i>				0
<i>Dont recettes affectées</i>				0
Recettes spécifiques - Division organique 18 Entreprises, emploi et recherche				
MA	16 06 11	Contrats de consultation	10	
MA	16 07 11	Location de bâtiments industriels en application de l'article 42 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique	454	
MA	26 04 10	Intérêts résultant de l'octroi d'avances récupérables et de prêts obligatoires à des entreprises dans le cadre de leur développement et de leur restructuration	0	
MA	26 05 10	Intérêts sur avances récupérables - Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	0	
MA	27 01 10	Participation aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques ou privées	20.000	
MA	31 01 12	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	0	
MA	31 02 12	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	200	
MA	32 01 00	Récupération de primes d'emploi sur base de la loi du 4 août 1978 et du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique	5	
MA	38 01 20	Contributions liées à l'octroi de garanties régionales	0	
AN	49 03 41	Moyens supplémentaires de financement du programme de remise au travail des chômeurs (article 35 de la loi de financement, arrêté royal du 19 janvier 2000 et loi du 13 juillet 2001 (St Polycarpe))	182.235	
MA	49 04 41	Moyens supplémentaires accordés par le Fédéral dans le cadre du financement du secteur de l'économie sociale	5.231	
<i>Total Division organique 18</i>				208.135
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Total Secteur III</i>				310.370
<i>Dont recettes affectées</i>				82.968
<i>Total TITRE I</i>				6.471.566
<i>Dont recettes affectées</i>				173.866
TITRE II - RECETTES DE CAPITAL				
Secteur I - Recettes fiscales				
Recettes générales - Division organique 19				
AN	56 02 50	Droits de succession et de mutation par décès	624.246	
<i>Total Division organique 19</i>				624.246
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Total Secteur I</i>				624.246
<i>Dont recettes affectées</i>				0
Secteur II - Recettes générales non fiscales				
Recettes générales - Division organique 10				
AN	06 06 00	Recettes diverses	30	
AN	06 07 00	Remboursement de sommes indûment payées	140	
AN	73 01 21	Récupération du coût des travaux et d'expropriations exposées pour compte de tiers	0	
AN	74 01 20	Versement par les comptables du Service Public de Wallonie opérant au moyen d'avances de fonds des sommes non utilisées	400	
AN	76 01 00	Produit de la vente d'immeubles	500	
AN	76 01 12	Produit de la vente d'emprises inutilisées	1.000	
NO	76 01 32	Produit de la vente d'immeubles découlant de la gestion immobilière des bâtiments et des implantations	0	
NO	77 01 00	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	0	
AN	77 02 00	Produit de la vente de biens meubles durables désaffectés ou mis hors de service	200	
<i>Total Division organique 10</i>				2.270
<i>Dont recettes affectées</i>				0
<i>Total Secteur II</i>				2.270
<i>Dont recettes affectées</i>				0
Secteur III - Recettes spécifiques				
Recettes spécifiques - Division organique 12 Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication				
NO	06 08 00	Recettes résultant de la gestion énergétique immobilière du Service public de Wallonie (recettes affectées au Fonds de la gestion énergétique immobilière : article de base 01.01, programme 31, division organique 12)	20	
AN	96 01 11	Différentiel d'amortissement d'emprunts contractés par la SWCS pour le financement des programmes d'activité 1986-1987	0	
<i>Total Division organique 12</i>				20
<i>Dont recettes affectées</i>				20
Recettes spécifiques - Division organique 14 Mobilité et voies hydrauliques				
HE	57 01 00	Remboursement par la SRWT de plus values et du produit de la vente de biens immobiliers	0	
AN	69 01 00	Intervention de l'Etat dans les investissements réalisés dans les aéroports et aérodromes	0	
HE	79 01 00	Recettes exceptionnelles en matière de transport scolaire	45	
<i>Total Division organique 14</i>				45
<i>Dont recettes affectées</i>				0
Recettes spécifiques - Division organique 15 Agriculture, ressources naturelles et environnement				
CD	51 01 00	(A supprimer) Remboursement de subventions d'exploitation indûment payées aux bénéficiaires par l'organisme payeur régional	0	
CD	76 02 00	Produits résultant de la vente et de l'attribution de biens immobiliers (recettes affectées au Fonds budgétaire en matière de politique foncière : article de base 01.02, programme 12, division organique 15)	495	
CD	89 01 00	Produits résultant du recouvrement des sommes dues par les propriétaires, usufruitiers et exploitants au terme des opérations de remembrement	633	
CD	89 02 00	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement	800	
<i>Total Division organique 15</i>				1.928
<i>Dont recettes affectées</i>				495

Ministre ordonnateur	Article	DESIGNATION DES PRODUITS	Budget initial 2013 (en milliers d'euros)	
			Par article	Total
		Recettes spécifiques - Division organique 16		
		Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie		
NO	52 01 10	Remboursement des subventions accordées aux organismes publics et privés en matière de logement	0	
NO	53 01 10	Remboursement des aides au logement accordées aux particuliers	1.000	
HE	76 02 12	Produits de la revente de sites industriels désaffectés (recettes affectées au Fonds de rénovation des sites wallons : article de base 51.05, programme 03, division organique 16)	100	
NO	76 02 32	Produit de la vente de logements construits par l'ex-SDRW	0	
NO	86 01 10	Remboursement d'avances récupérables en matière de logement	3.000	
NO	86 02 10	(nouveau) Remboursement d'avances dans le cadre du dispositif Ecopack (recettes affectées au Fonds relatif au dispositif Ecopack) : article de base 01.01, programme 41, division organique 16	4.000	
HE	87 01 20	Remboursement d'avances récupérables octroyées pour la démolition d'immeubles érigés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme	2	
		<i>Total Division organique 16</i>		8.102
		<i>Dont recettes affectées</i>		4.100
		Recettes spécifiques - Division organique 17		
		Pouvoirs locaux, action sociale et santé		
TI	86 02 10	Remboursement d'avances récupérables consenties aux hôpitaux psychiatriques	0	
		<i>Total Division organique 17</i>		0
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		Recettes spécifiques - Division organique 18		
		Entreprises, emploi et recherche		
MA	51 01 12	Récupération sur créances et contentieux : expansion, restructuration et développement des entreprises, zonings et zones d'emploi	1.200	
MA	51 02 12	Récupération sur créances et contentieux : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	3.000	
MA	86 03 10	Produit de cession de participation et remboursement de crédits octroyés dans le cadre du développement et de la restructuration des entreprises	0	
MA	86 04 10	Remboursement de crédits et d'avances récupérables : Classes moyennes, P.M.E., économie sociale	0	
MA	86 05 10	Fonds de rénovation industrielle (recettes affectées au FRI : article de base 51.07, programme 02, division organique 18)	0	
MA	86 06 10	Produit en liaison avec l'exécution d'un programme aéronautique	0	
NO-MA	86 07 10	Recettes perçues en application du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie (recettes affectées au Fonds pour la recherche : article de base 01.01, programme 34, division organique 18)	17.000	
		<i>Total Division organique 18</i>		21.200
		<i>Dont recettes affectées</i>		17.000
		<i>Total Secteur III</i>		31.295
		<i>Dont recettes affectées</i>		21.615
		<i>Total TITRE II</i>		657.811
		<i>Dont recettes affectées</i>		21.615
		TITRE III - PRODUITS D'EMPRUNTS		
		Secteur II - Recettes générales non fiscales		
		Recettes spécifiques - Division organique 12		
		Budget, logistique et technologies de l'information et de la communication		
AN	96 02 11	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en euro	0	
AN	96 03 11	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en monnaies étrangères	0	
		<i>Total Division organique 12</i>		0
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		<i>Total Secteur II</i>		0
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		<i>Total TITRE III</i>		0
		<i>Dont recettes affectées</i>		0
		TOTAL GENERAL		7.129.377
		<i>Dont recettes affectées</i>		195.481
		<i>Vu pour être annexé au projet de décret</i>		

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3897

[C - 2012/27186]

19. DEZEMBER 2012 — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Für das Haushaltsjahr 2013 werden die laufenden Einnahmen der Wallonie gemäß Titel I der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 6.471.566.000 Euro veranschlagt.

Art. 2 - Für das Haushaltsjahr 2013 werden die Kapitaleinnahmen der Wallonischen Region gemäß Titel II der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 657.811.000 Euro veranschlagt.

Art. 3 - Die am 31. Dezember 2012 bestehenden und zugunsten der Wallonie vereinnahmten Steuern und Abgaben werden während des Jahres 2013 gemäß den Gesetzen, den Dekreten, den Erlassen und den Sätzen eingezogen, die die Steuerverwaltung und -erhebung regeln.

Art. 4 - § 1 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, durch Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben werden können, das Folgende zu decken:

1° die Finanzierung der Haushaltsausgaben, die nicht durch Haushaltseinnahmen gedeckt werden;

2° die Rückzahlung der Anleihen und der noch nicht getilgten Verbindlichkeiten der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, deren endgültiger Ablauftermin auf 2013 festgelegt ist;

3° die vollständige oder teilweise vorfristige Rückzahlung der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschriebenen Anleihen gemäß den jeweiligen Bedingungen der Ministerialerlasse zur Ausgabe der Anleihen oder der Darlehensvereinbarungen;

4° die täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder die im allgemeinen Interesse der Führung des regionalen Schatzamtes getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich der notwendigen Anlagen zu ihrer günstigen Abwicklung;

§ 2. - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, im Einvernehmen mit den Inhabern und zu den Marktbedingungen die Gesamtheit oder einen Teil der bestehenden Anleihen in Anleihen der Art "langfristige Schatzanweisungen" umzuwandeln und deren Ablauftermin anzupassen.

Art. 5 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird ermächtigt:

1° zur Schaffung von Schatzanweisungen oder sonstigen zinsertäglichen Finanzierungsinstrumenten bis zur Höhe des Betrags der Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung aufzunehmen sind;

2° zum Abschluss, unter Einhaltung des Vorsichtsgrundsatzes, der täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder der im allgemeinen Interesse dessen Führung getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich zum Abschluss von Anlagenvereinbarungen, die zu ihrer günstigen Abwicklung notwendig sind;

3° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschriebenen Privatanleihen betrifft, zur Anpassung der Rückzahlungsbedingungen und -fristen im Einvernehmen mit den Geldgebern;

4° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschriebenen Anleihen betrifft, zum Abschluss von in Artikel 7 2° erwähnten Verwaltungsgeschäften.

Art. 6 - Die vorläufigen Ausgaben zur Aktivabildung (öffentliche Anleihen und langfristige Schatzanweisungen) und die Nebenkosten, sowie die mit der Verflüssigung dieser gebildeten Aktiva verbundenen Einnahmen, die Nebenausgaben und die sich daraus ergebenden Einkünfte können auf besondere Finanzkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck in einem Geldinstitut belgischen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut muss in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 1° erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Wertpapieren des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Die gebildeten Aktiva können ebenfalls auf besondere Wertpapierkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck im Namen des wallonischen Schatzamtes in einem Geldinstitut öffentlichen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut soll in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 1° erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Titeln des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Art. 7 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird dazu ermächtigt, das Folgende von den Anleihenlasten der Wallonie abzuziehen:

1° das Kapitaleinkommen der im Rahmen der in Artikel 5 1° und 2° erwähnten Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes angelegten Erträge von Anleihen, die in Euro aufgenommen wurden;

2° die Einkommen oder Gelder, die der Wallonie zugewiesen werden, und zwar infolge von Verwaltungsgeschäften des Schatzamtes in Sachen Zinsswaps, Arbitragegeschäfte, Risikodeckungen wie z.B. Optionen oder andere Geschäfte, die mittels Anleihen der Wallonie und zur Erleichterung deren Finanzlasten durchgeführt werden.

Art. 8 - Die Kassensaldi des ehemaligen "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) können Art. 76.02 von Organisationsbereich 15 ("Fonds für die Bodenpolitik") zugewiesen werden.

Art. 9 - In Artikel 126 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird folgender Wortlaut eingefügt:

«4° die Beträge, die der Region im Rahmen des Projekts RE-WILL (exzellente Forschung – Walloon Institute for Life sciences Lead) überwiesen werden».

Art. 10 - § 1 - Eine Gebühr wird zwecks der Finanzierung der Kosten erhoben, die von der CWaPE bei der Umsetzung des in Artikel 37 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Mechanismus der grünen Bescheinigungen getragen werden.

§ 2 - Die Gebühr ist durch die Erzeuger von Strom aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung zu zahlen, die bei der CWaPE die Gewährung von grünen Bescheinigungen beantragen und die eine Anlage mit einer Nennleistung über 10 Kilowatt (kW) betreiben.

§ 3 - Die Gebühr ist pro Megawattstunde (MWh) zu zahlen, deren Erzeugung durch eine der CWaPE ab dem 1. Januar 2013 mitgeteilten Indexablesung bescheinigt wird und die für die Gewährung von grünen Bescheinigungen in Betracht genommen wird. Der in Euro pro Megawattstunde (Euro/MWh) ausgedrückte Einheitssatz der Gebühr entspricht dem Wert eines Bruchs, dessen Zähler 1.800.000 Euro entspricht und dessen Nenner die abgeschätzte Gesamtanzahl von MWh ist, die von den vom 1. Januar 2013 bis zum 31. Dezember 2013 gebührenpflichtigen Stromerzeugern erzeugt werden.

Art. 11 - § 1 - Die CWaPE schätzt die Stromerzeugung aus erneuerbaren Energieträgern oder hochwertiger Kraft/Wärme-Kopplung der Gebührenpflichtigen je nach den technischen Eigenschaften der Anlagen, den historischen Daten und den äußeren Elementen, die die Erzeugung beeinflussen, ein.

§ 2 - Die CWaPE berechnet ab der so eingeschätzten Gesamterzeugung den Einheitssatz der Gebühr für 2013. Dieser Satz findet gleichmäßig auf die gesamten gebührenpflichtigen Anwendung.

§ 3 - Die CWaPE veröffentlicht den Satz der Gebühr.

Art. 12 - Der Stromerzeuger entrichtet die Gebühr innerhalb von zwei Monaten ab der Sendung der Rechnungen. Unter Vorbehalt von materiellen Fehlern führt jeglicher Zahlungsverzug von Rechtswegen zur Unverfügbarkeit der Guthaben in Wertpapierkonten dieses Stromerzeugers bei der CWaPE. Die CWaPE ist befugt, die Beitreibung der Gebühr bei den säumigen Schuldnern einzuleiten.

Die vorliegende Gebühr geht zu Lasten der im Sinne von Artikel 3 gebührenpflichtigen Erzeuger von Grünstrom und darf nicht auf die Verbraucher übertragen werden.

Art. 13 - Artikel 80, § 1 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Der Betrag der Steuer wird folgendermaßen festgelegt:

Kategorien der Geräte	Betrag der Steuer
A	3.000,00 EUR
B	1.194,80 EUR
C	380,17 EUR
D	271,55 EUR
E	162,93 EUR

Die vorerwähnten Beträge der Steuern werden jährlich ab dem Besteuerungszeitraum 2014 je nach den Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst. Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jährlich ab dem Jahr 2013 im *Belgischen Staatsblatt* die Beträge der Steuern, die für den Besteuerungszeitraum, der am 1. Januar des folgenden Jahres anfängt, zu erheben sind und die im gleichen Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen den Monaten Juni des Veröffentlichungsjahres und des Vorjahres angepasst wurden.»

Art. 14 - Das Dekret vom 14. Juli 2011 zur Ratifizierung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 16. September zur Übertragung des Dienstes Verkehrssteuer, Zulassungssteuer und Eurovignette (EUV) an die Wallonische Region wird entzogen.

Der Beschluss der Wallonischen Regierung vom 16. September 2010, ab dem 1. Januar 2012 den Dienst Verkehrssteuer, Zulassungssteuer und Eurovignette (EUV) wahrzunehmen, wird entzogen.

Art. 15 - Der Beschluss der Wallonischen Regierung vom 19. September 2012, nach dem die Region den Dienst Verkehrssteuer, Zulassungssteuer und Eurovignette, die in Artikel 3 Absatz 1 10°, 11° und 12° und in Artikel 5 § 3 Absatz 1 in fine, 4. Strich des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen erwähnt sind, wahrnehmen wird, wird ratifiziert.

Art. 16 - § 1 - Punkt 1° von Artikel 2 des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region wird durch Folgendes ersetzt:

«1° "Automat":

- a) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatischen Geldscheinautomaten;
- b) die automatisierten Schalter, d.h. die von den Bankinstituten zur Verfügung gestellten Computerterminals, anhand deren mehrere Bankgeschäfte, worunter die automatische Geldausgabe, möglich sind;
- c) die automatisierten Schalter, d.h. die von den Bankinstituten zur Verfügung gestellten Computerterminals, anhand deren mehrere Bankgeschäfte, worunter automatische Zahlungen und die automatische Ausgabe von Kontoauszügen, möglich sind;
- d) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden kann;
- e) die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden muss;
- f) die Abgabeautomaten für Tabak, Zigarren oder Zigaretten.»

§ 2 - Artikel 4 § 1 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 4. § 1 - Der Betrag der Steuer wird folgendermaßen festgelegt:

- 1) für die Automaten nach Artikel 1 a), b) und c): 3.578,93 Euro pro Automaten;
- 2) für die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden kann:
 - a) für die völlig automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff: 760,33 Euro pro Zapfpistole;
 - b) wenn mehrere Zapfpistolen mit einem Zähler verbunden sind und nicht simultan benutzt werden können: 1.086,19 Euro pro Zähler;
- 3) für die der Öffentlichkeit zugänglichen automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff, wo der Treibstoff durch ein automatisiertes System bezahlt werden muss:
 - a) für die völlig automatisierten Selbstbedienungsautomaten für Treibstoff: 894,73 Euro pro Zapfpistole;
 - b) wenn mehrere Zapfpistolen mit einem Zähler verbunden sind und nicht simultan benutzt werden können: 1.278,19 Euro pro Zähler;
- 4) für die Abgabeautomaten für Tabak, Zigarren und Zigaretten: 511,28 Euro pro Abgabeautomaten.

Die vorerwähnten Beträge der Steuern werden jährlich je nach den Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst. Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jährlich ab dem Jahr 2013 im *Belgischen Staatsblatt* die Beträge der Steuern, die für den laufenden Besteuerungszeitraum zu erheben sind und die im gleichen Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen den Monaten Juni des Veröffentlichungsjahres und des Vorjahres angepasst wurden.»

§ 3 - Die in § 1 und § 2 genannten Bestimmungen sind ab dem Besteuerungszeitraum 2011 anwendbar.

Art. 17 - § 1 - In Artikel 97 Absatz 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, wird der zweite Gedankenstrich durch folgende Bestimmung ersetzt:

«- die zweite, "Ökomalus" genannt, beruht auf der Kategorie der CO₂-Emissionen des in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs.»

§ 2 - In Artikel 97bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, wird § 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Die zweite, "Ökomalus" genannte Komponente der für die in Artikel 94, 1° erwähnten Personenkraftwagen und Kombiwagen, die von einer natürlichen Person in Gebrauch genommen werden, deren Wohnsitz sich in der Wallonischen Region befindet, geschuldeten Steuer wird gemäß Artikel 97quater und 97quinquies berechnet.»

§ 3 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird § 2, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 zur Einführung eines Ökomalus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«§ 2 - Berechnung des Ökomalus

Art. 97quater - § 1 - Wenn ein Kraftfahrzeug auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Gebrauch genommen wird, ob es bei seiner Ingebrauchnahme ein anderes Fahrzeug ersetzt oder nicht, wird der Ökomalus aufgrund der Kategorie der CO₂-Emissionen dieses auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs berechnet.

§ 2 - Die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs
von 0 bis 98	1
von 99 bis 104	2
von 105 bis 115	3
von 116 bis 125	4
von 126 bis 135	5
von 136 bis 145	6
von 146 bis 155	7
von 156 bis 165	8
von 166 bis 175	9
von 176 bis 185	10
von 186 bis 195	11
von 196 bis 205	12
von 206 bis 215	13
von 216 bis 225	14
von 226 bis 235	15
von 236 bis 245	16
von 246 bis 255	17
ab 256	18

Die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, wird unter der Bedingung, dass sie unter 15 liegt, um 1 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte am Datum der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs drei unterhaltsberechtigte Kinder hat, oder um 2 herabgesetzt, wenn der Empfangsberechtigte mindestens vier unterhaltsberechtigte Kinder hat; der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmt die Modalitäten für die Gewährung des vorgenannten Vorteils, der entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betreffenden Person erteilt werden könnte.

Für die Fahrzeuge, die am Datum der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als solche eingetragen sind, die flüssiges Erdölgas als Kraftstofftyp oder Energiequelle haben, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs, wie in Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, um 1 herabgesetzt.

§ 3 - Die zweite Komponente der in Artikel 97, Absatz 2 erwähnten und "Ökomalus" genannten Steuer ist der sich aus der Anwendung der gemäß Artikel 97quinquies berechneten Beträge ergebende Betrag neben der Ziffer, die die gemäß §2 berechnete Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt.

Art. 97quinquies - Der Betrag des Ökomalus ist Folgender:

I	II
Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs darstellt, gegebenenfalls gemäß Artikel 97quater, § 2 Absätze 3 und 4 herabgesetzt.	Betrag des Ökomalus
7	€ 100
8	€ 175
9	€ 250
10	€ 375
11	€ 500
12	€ 600
13	€ 700
14	€ 1.000
15	€ 1.200
16	€ 1.500
17	€ 2.000
18	€ 2.500

In Abweichung von dieser Tabelle entspricht der Betrag des Ökomalus € 0 für die Fahrzeuge, die in Artikel 2 § 2 Absatz 2 7° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden und die unter dem in Artikel 4 § 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind.

Die Wallonische Regierung kann die in § 3 genannten Beträge und Kategorien ändern. Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.»

§ 4 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, werden § 3, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Dezember 2009, und § 3bis, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, gestrichen.

§ 5 - In Titel V, Kapitel IV, Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches, wird § 4 eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 zum neuen § 3 und wird Artikel 97dixies zum neuen Artikel 97sexies.

Art. 18 - § 1 - In Artikel 131bis des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - In Abweichung von Art. 131 wird bei Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern auf dem brutto Schenkungsanteil jedes Schenkungsempfängers eine proportionale Steuer eingezogen, die sich auf Folgendes beläuft:

1° 3,3% für Schenkungen in direkter Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern;

2° 5,5% für Schenkungen zwischen Geschwistern, und zwischen Onkeln oder Tanten und Neffen oder Nichten;

3° 7,7% für Schenkungen an andere Personen.»

§ 2 - In Artikel 44 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut: „, oder auf 10% wenn die vorgenannten Übertragungsvereinbarungen Anlass geben zur Gewährung an den Erwerber eines Hypothekendarlehens in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Regelung der Hypothekendarlehen der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und der "Guichets du Crédit social" (Sozialkreditschalter), oder zur Gewährung eines Hypothekendarlehens durch den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)“ gestrichen.

§ 3 - In Artikel 209 desselben Gesetzbuches wird die Nr. 6° durch Folgendes ersetzt:

«6° die auf der Grundlage eines Rechtsakts vereinnahmten Gebühren, wenn dieser Rechtsakt registriert worden war, bevor die Ermäßigung des Tarifs auf 5% nach Artikeln 44, 53 und 57 auf diesen Rechtsakt anwendbar war, in Höhe des Betrags der zusätzlich bezahlten Gebühren, die dem Unterschied zwischen dem bei der Registrierung des Rechtsakts angewandten Satz und dem ermäßigten Satz nach diesen Bestimmungen entsprechen; diese Rückerstattung unterliegt der Bildung vor der Registrierung dieses Darlehensvertrags eines vom Käufer und amtierenden Notar unterzeichneten Antrags auf Rückerstattung am Fuß des Hypothekendarlehensvertrags, der zur Ermäßigung auf den Kaufvertrag des Immobilienguts berechtigt, auf das sich die Hypothek bezieht; dieser Antrag am Fuß des Darlehensvertrags muss den Namen des Bezugsberechtigten der Rückerstattung und ggf. die Nummer des Kontos, auf das der Betrag der zurück zu erstattenden Gebühren zu überweisen ist, angeben.»

§ 4 - Der vorliegende Artikel tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. § 2 und § 3 sind jedoch auf alle authentischen Urkunden anwendbar, die ab dem 1. Januar 2012 abgeschlossen werden, außer wenn sie eine Vereinbarung beurkunden, die Gegenstand einer vor diesem Datum ausgestellten privatschriftlichen Urkunde ist. Für diese authentische Urkunde wird weiterhin der frühere Satz von 10% angewandt, wenn sie beim Registrierungs-büro gleichzeitig mit der oben genannten privatschriftlichen Urkunde eingereicht wird, zusammen mit dem Beweis, dass das Hypothekendarlehen, das von der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) und den "Guichets du Crédit social" (Sozialkreditschalter) oder dem "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) gewährt wird, auf einem spätestens am 31. Dezember 2011 eingereichten Antrag beruht.

Art. 19 - In Anwendung von Artikel 6^{3°} des Dekrets zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung kann der Einnahmer auf die Beitreibung der nichtsteuerlichen Einnahmen verzichten, wenn das Kosten der Beitreibung den Betrag des festgestellten Anrechts überschreitet.

Art. 20 - In Artikel 45 § 1 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010 wird der Wortlaut "auf 32%" durch den Wortlaut "auf 15%" ersetzt.

Art. 21 - Artikel 253 5° des Einkommensteuergesetzbuches 1992, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Dezember 2001 und 22. Oktober 2003, wird durch Folgendes ersetzt:

«5° der in der Wallonischen Region befindlichen Immobiliengüter, die im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, eines Naturschutzgebietes oder eines Forstschutzgebietes befindlich sind, oder im Umkreis eines um die Aufnahme in das Netz Natura-2000 kandidierenden Gebiets befindlich sind und der Regelung für den primären Schutz unterliegen;».

Art. 22 - Artikel L4211-3 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird wie folgt ergänzt:

«§ 5 - Ab den Gemeinde- und Provinzialwahlen 2012 werden die durch die Paragraphen 2 und 4 vorliegenden Artikels zu Lasten der Wallonie gehenden Ausgaben sowie die Ausgaben für das technische Upgrade der Maschinen und die mit der Begleitung dieses Wahlverfahrens verbundenen Verwaltungskosten nach Abschluss der Stimmabgabe durch die Gemeinden, die diese Maschinen benutzt haben, nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten bis zur Höhe des Betrags, der die Kosten der Wahl mit Stimmzettel überschreitet, zurück erstattet.

KAPITEL II — Bestimmungen in Sachen Abfälle

Art. 23 - Artikel 5 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme von nichthäuslichen Abfällen in ein C.E.T. wird auf 62 Euro/Tonne für die ungefährlichen und auf 67 Euro/Tonne für die gefährlichen Abfälle festgesetzt.

§ 2 - Wenn die Aufnahme von Abfällen in ein C.E.T. durch die Regelung oder eine Genehmigung der Verwaltung nicht erlaubt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 150 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 150 Euro im Falle von ungefährlichen Abfällen und auf 600 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 600 Euro im Falle von gefährlichen Abfällen festgesetzt.»

Art. 24 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

«In folgenden Fällen wird die Höhe der Abgabe auf folgende Beträge herabgesetzt:

1° 25 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände aus der Behandlung durch Verbrennung, um Rückstände aus thermischen Kraftwerken stammende Flugaschen, um nicht-inerten Sand aus Gießereien und um aus der Behandlung von Abfällen, die aus der Produktion oder der Herstellung von Gußeisen und Stahl stammen, handelt;

2° 18 Euro/Tonne, wenn es sich um aus einer Behandlung durch Inertisierung oder Stabilisierung stammende Abfälle handelt;

3° 16 Euro/Tonne, wenn es sich um nicht-inerte Rückstände von Glasrecyclingseinheiten handelt, die selektiv gesammeltes Glas zur Erzeugung von neuem Glas verwenden;

4° 15 Euro/Tonne, wenn es sich um aus der Vernichtung von Altfahrzeugen und von Schrott stammende Abfälle handelt;

5° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die nicht unter 10° erwähnt werden und die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, wenn nach der Stellungnahme des "Office" die Sanierungsverfahren, die nicht der Aushub und die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum sind, enorme Ausgaben zur Folge hätten oder nicht durchführbar wären;

6° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände oder dekontaminierte Erde handelt, die aus genehmigten Zentren zur Sanierung von Böden stammen, die nicht zu der unter 10° erwähnten Erde gehören;

7° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die aus der Herstellung von Glasfaser stammen, um aus dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserläufe und -flächen entnommene Stoffe, um aus Vorrichtungen zur Behandlung von Wasser im Hinblick auf dessen Aufbereitung zu Trinkwasser stammende Abfälle, um aus der Zinkproduktion stammende und als Jarosit und Goethit bekannte Eisenoxide und um aus der Produktion von Mangansalzen und -oxiden stammende Manganerz-Gangart;

8° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die phosphorhaltigen Gips, Sodafabriktschlamm, Klärschlamm von Salzlösungen von Mineralstoffen und Bergbauabfälle enthalten;

9° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um mit der Herstellung von recycelter Papiermasse verbundene Schlämme oder feste Rückstände handelt, die aus Betrieben stammen, die Papier- und Pappeabfälle ganz oder teilweise als Rohstoff bei der Herstellung von neuem Papier und neuer Pappe verwenden;

10° 0,25 Euro/Tonne, wenn es sich:

- um Erdreich handelt, das in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann;

- um aus Recyclingzentren stammende inerte Abfälle handelt (einschließlich der nach der Siebung restlichen Feinpartikel), die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 aufgenommen werden können, mit einer höchsten Korngröße von 40 Millimetern, soweit sie:

a) weniger als 1% nicht steinige Stoffe wie Gips, Gummi, Dämmmaterial, Dachbedeckungsmaterial enthalten;

b) weniger als 5% organisches Material wie Holz oder pflanzliche Überreste enthalten;

c) 15% nicht natürliche steinige Elemente mit einer Größe zwischen 2 und 40 Millimetern enthalten;

11° 0 Euro/Tonne, wenn es sich:

- um asbesthaltige Abfälle handelt;

- um Erdreich handelt, das in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann, und das zur oberen Bodenbedeckung und zur Wiederinstandsetzung der technischen Vergrabungszentren verwendet wird;

- um verwertbare Abfälle handelt, die in einem technischen Vergrabungszentrum als Ersatz für Produkte oder Ausrüstungen verwendet werden, die zum Betrieb und zur Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums in Übereinstimmung mit der Betriebsgenehmigung oder der Umweltgenehmigung notwendig sind.

Art. 25 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von ungefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 8,1 Euro/Tonne festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 50 Euro/Tonne erhöht.

§ 2. Wenn die Verbrennung der Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 150 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 150 Euro festgesetzt.

Art. 26 - Artikel 11 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von gefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 24 Euro/Tonne festgesetzt.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden der im vorigen Absatz genannte Betrag auf 60 Euro/Tonne erhöht.

§ 2 - Wenn die Verbrennung der gefährlichen Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 600 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 600 Euro festgesetzt.»

Art. 27 - In Artikel 12 desselben Dekrets wird der Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

«In Abweichung von den Artikeln 10 § 1 und 11 § 1 wird der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von Abfällen, die aus durch die durch die Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 2 Euro/Tonne bei Wärmerückgewinnung und auf 3 Euro/Tonne bei fehlender Wärmerückgewinnung festgesetzt.»

Art. 28 - In Artikel 16 desselben Dekrets wird §1 durch Folgendes ersetzt:

«Der Betrag der Abgabe für die Mitverbrennung von gefährlichen Abfällen ist auf 6,75 Euro/Tonne festgesetzt.»

KAPITEL III — Bestimmungen in Sachen stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

Art. 29 - In Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände:

- wird die Zahl "5 000" durch "1 000" ersetzt;

- wird die Zahl "50" durch "25" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 5 desselben Dekrets wird die Wortfolge "oder jedes späteren jährlichen Feststellungsprotokolls im Sinne von Artikel 7 § 3 Absatz 2" durch "oder der späteren Feststellungsprotokolle im Sinne von Artikel 7 § 3 Absatz 2 oder, wenn kein Feststellungsprotokoll vorliegt, am Jahrestag des zweiten Feststellungsprotokolls" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Der Besteuerungszeitraum ist das Jahr, im Laufe dessen ein zweites in Artikel 7 § 2 Absatz 2 erwähntes Feststellungsprotokoll, durch welches das Bestehen eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes, das in seinem Zustand beibehalten wird, festgestellt wird, oder die späteren Jahre, während deren das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird.»

Der dritte Absatz wird durch Folgendes ersetzt:

«Die Steuer kann bis zum 30. Juni des Jahres nach dem Besteuerungsjahr in die Heberolle eingetragen werden.»

Art. 32 - In Artikel 7 § 2 desselben Dekrets wird die Zahl "zwölf" durch "neun" ersetzt.

Ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "Dieses zweite Feststellungsprotokoll wird gemäß § 1 Absatz 2 zugestellt".

Der erste Absatz von §3 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 3 - Ab dem Jahrestag des zweiten Feststellungsprotokolls wird davon ausgegangen, dass das Gelände in seinem Zustand im Sinne von Artikel 2 beibehalten wird. Der Steuerpflichtige kann von den in §1 genannten Beamten jedoch die Durchführung einer Kontrolle verlangen.»

Art. 33 - In Artikel 9 desselben Dekrets werden die ersten drei Paragraphen durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Die Fälligkeit der Steuer sowie der Ablauf der Verjährung für die Beitreibung dieser Steuer werden in dem in § 2 erwähnten Fall ausgesetzt.

§ 2 - Die Gelände, die den Bestimmungen von Kapitel IV des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung unterliegen, dies solange der Inhaber der ihm in Anwendung dieses Dekrets auferlegten Verpflichtungen seinen Verpflichtungen nachkommt.

Die Aussetzung läuft ab dem Jahre, in dem diese Verpflichtungen entstehen.

Sie betrifft die Steuern betreffend die Jahre, während denen diese Verpflichtungen weiter bestehen.

Die Steuern werden erlassen, wenn die Verwaltung in Anwendung von Artikel 67 dieses Dekrets einen Bodenkontrollschein ausstellt.»

§ 3 - Die neuzugestaltenden Gebiete, die Gegenstand des in Artikel 169 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sind.

Die Aussetzung läuft ab dem Jahr dieses Erlasses.

Sie betrifft die zum Zeitpunkt des im ersten Absatz erwähnten Erlasses geschuldeten Steuern für die ab dem Jahr des Antrags fälligen Steuern.

Die Steuern werden erlassen, wenn die Neugestaltung des Gebiets durch den in Artikel 169, § 7 desselben Gesetzbuches erwähnten Erlass festgestellt ist.»

Ein § 6 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«§ 6 - Die in § 2 und § 3 erwähnte Aussetzung bleibt erworben, auch wenn die Einhaltung der Verpflichtungen, die sich aus den zwei erwähnten Gesetzesvorschriften ergeben, nicht zur Abschaffung der Besteuerbarkeit des Gebiets im Sinne des vorliegenden Dekrets geführt hat.»

Ein § 7 wird mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 7 - Der Feststellung durch den durch die Regierung bezeichneten Beamten der Nichtsteuerbarkeit eines Gebiets im Sinne des vorliegenden Dekrets führt zu der Befreiung der ausgesetzten Steuern.»

Art. 34 - Ein Artikel *9bis* mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. *9bis* - Die Gemeinden können zur regionalen Steuer Zuschlagshundertstel erheben.

Diese Zuschlagshundertstel können von den Gemeinden erhoben werden, die jährlich an der Zählung und Aktualisierung der Liste der Gelände teilnehmen, auf die vorliegende Steuer anwendbar sein könnte.»

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 35 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Artikel 14 und 15 treten jedoch am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Dezember 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 4 - IVa (2006-2007) Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 19. Dezember 2012.

Diskussion.

Abstimmung.

Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Ursprüngliche Schätzungen (in Tausend Euro)	
			Pro Artikel	Gesamtbetrag
TITEL I - LAUFENDE EINNAHMEN				
Sektor I - Steuerliche Einnahmen				
Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt				
HE	36 01 70	Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung von Abfällen erhobene Abgaben und Gebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Aufalstoffe: Basiszuwendung 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	23.378	
HE	36 02 70	(Abgänger) Auftrags- und Programmdekrete 1997 erhobene Steuern, Gebühren und Entnahmehöhen (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz, Abteilung Wasserschutz: Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15 und zugunsten des internationalen Solidaritätsfonds für Wasser: Basiszuwendung 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	61.293	
HE	36 03 70	Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2012 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz: Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	255	
HE	38 01 50	(Neu) Aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich bezogene Beträge (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz: Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	500	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				85.426 85.426
Steuerliche Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie				
HE	36 01 90	Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Sanierung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen und von vorrangigen Landschaften): Basiszuwendung 01.01, Programm 16, Organisationsbereich 03)	600	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				600 600
Allgemeine steuerliche Einnahmen - Organisationsbereich 19 Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie				
AN	36 01 40	Einregistrierungsgebühren bei entgeltlicher Übertragung unbeweglicher Güter	883.904	
AN	36 02 40	Einregistrierungsgebühren bei der Bestellung einer Hypothek auf einem in Belgien gelegenen Immobiliengut	82.074	
AN	36 03 40	Einregistrierungsgebühren bei teilweisen oder ganzen Teilungen von in Belgien gelegenen Immobiliengütern, bei entgeltlichen Abtretungen zwischen Miteigentümern von ungeteilten Teilen solcher Güter	18.437	
AN	36 01 60	Kraftfahrzeugsteuer	447.659	
AN	36 02 60	Steuer für die erste Inbetriebnahme eines Fahrzeugs	156.216	
AN	36 01 80	Steuer auf verfallene Wohnungen	25	
AN	36 02 80	Abgabe auf die Differenz von CO2-Emissionen durch Fahrzeuge, die von einer natürlichen Person in Betrieb genommen werden (Malus)	0	
AN	36 02 90	Steuer auf Spiele und Wetten	18.974	
AN	36 03 90	Spielautomatensteuer	25.685	
AN	36 04 90	Schankkonzessionssteuer	10	
AN	36 05 90	Rundfunk- und Fernsehgebühren	115.000	
AN	36 06 90	Eurowinette	0	
AN	36 07 90	Steuer auf Automaten	19.932	
AN	37 01 00	Immobiliensteuervorabzug	31.924	
AN	37 02 00	Zinsen und Strafgebuhr auf regionalen Steuern (Artikel 6 § 55 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001)	17.402	
AN	56 01 50	Einregistrierungsgebühren bei Schenkungen von beweglichen oder unbeweglichen Gütern unter Lebenden	90.414	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				1.907.656 0
<i>Gesamtbetrag für Sektor I Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				1.993.682 86.026
Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen				
Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 10				
DE	16 01 12	Ertrag von Studien und Verkauf von Veröffentlichungen im Bereich der Statistik	0	
DE	16 01 13	Anmeldegebühren für durch die Region organisierte Veranstaltungen	0	
DE	38 01 10	Haushaltsfonds in Sachen Lotterie (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Haushaltsfonds in Sachen Lotterie: Basiszuwendung 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 10)	4.872	
DE	49 01 20	Einnahmen, die von der Französischen Gemeinschaft stammen, als Beteiligung an der Weiterbehandlung des bereichsübergreifenden strategischen Plans 2 "Entwicklung des Arbeitskräftepotentials, der Kenntnisse und des Know-hows"	0	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				4.872 4.872
Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 11 Personal und allgemeine Angelegenheiten				
NO	11 01 00	Rückzahlung an das ÖDw der Gehälter und Zulagen des "Centre de Recherche Agronomique" (Zentrum für agronomische Forschung) von Gembloux	0	
NO	11 02 00	Rückzahlung an den ÖDw der Gehälter und Zulagen der Bezirksnehmer	9.000	
NO	11 01 10	Rückzahlungen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Gehälter, Zulagen und Sozialisten der Bediensteten des ÖDw	1.500	
NO	11 01 40	Beitrag des Personals des ÖDw im Ankauf von Essensgutscheinen	50	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 11 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				10.550 0
Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 12 Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie				
AN	06 01 00	Verschiedene Erträge	3.000	
AN	06 02 00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	2.000	
AN	08 01 30	Rückstattung der Beträge hinsichtlich der durch die Kontrollorgane der Region bei den den Gesetzen vom 10. Juni 1937 und 16. März 1954 unterworfenen Einrichtungen öffentlichen Interesses und bei den sonstigen pararegionalen Einrichtungen getätigten Ausgaben	0	
AN	12 01 11	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer, die über Geldvorschüsse verfügen	3.827	
AN	16 02 12	Beitreibung der Summen hinsichtlich der getätigten Ausgaben für Material und Dienstleistungen für den Betrieb der Verwaltungen, mit Inbegriff des Verkaufsertrags der nicht mehr benutzten Güter	40	
AN	16 03 12	Erlös aus dem Verkauf von kurzlebigen Gütern und von Dienstleistungen.	700	
AN	16 04 12	Laufende Einnahmen infolge der Verwaltung des Regionalvermögens	0	
AN	16 05 12	Mieterlös von nicht spezifischen Gütern	600	
AN	26 01 10	Anlagezinsen	332	
AN	27 01 30	Ertrag der Geschäfte bezüglich überschüssiger Anleiheausgaben	0	
AN	38 01 00	Beitreibung der mit Streitsachen verbundenen Schuldforderungen	300	
AN	38 02 10	Abhebung der Kautionen und Ertrag der Kautionen nach Konkursen	50	
AN	38 03 10	Ertrag der Abzüge und Geldstrafen wegen Verzögerung, die von Auftragnehmern zu zahlen sind	100	
AN	46 01 00	Beitrag des "Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne" (Fonds zur Angleichung der Haushaltspläne der Wallonischen Region)	0	
AN	49 02 20	Von der Französischen Gemeinschaft übertragene Mittel	346.608	
AN	49 03 20	Von der Französischen Gemeinschaft zusätzliche übertragene Mittel	0	
AN	49 04 20	Von der Französischen Gemeinschaft übertragene Mittel - Endgültige Abrechnung des vorherigen Haushaltsjahres	1.094	
AN	49 05 20	Außergewöhnliche Dotation der Französischen Gemeinschaft	0	
AN	49 01 41	Rückständige Beträge, die die Region der Gemeinde der Region schuldet	0	
AN	49 01 42	Zugelassener Anteil der Steuern natürlicher Personen	3.782.651	
AN	49 02 42	Zugelassener Anteil der Steuern natürlicher Personen - Endgültige Berechnung des vorherigen Haushaltsjahres	0	
AN	49 03 42	Dotation der Zentralbehörde f.d. Gruppe Spiele und Wetten	3.296	
AN	49 01 43	Steuerermäßigungen	10	
<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>				4.144.608 0

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Ursprüngliche Schätzungen (in Tausend Euro)	
			Pro Artikel	Gesamtbetrag
		Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie		
AN	38 02 00	Ertrag der Gebühr in Verbindung mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0 0
		Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
AN	49 02 41	Rückerstattung des Anteils der Föderalen Regierung im Rahmen der Konventionen "erster Arbeitsplatz"	7.484	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		7.484 0
		<i>Gesamtbetrag für Sektor II Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		4.167.514 4.872
		Sektor III - Einnahmen besonderer Art		
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
AN	21 01 11	Rückerstattung der zuviel geleisteten Provisionszahlungen für Schuldzinsen	0	
AN	30 01 00	Discrepanz zwischen den Zinssätzen der von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) für die Finanzierung der Tätigkeitsprogramme 1986 und 1987 aufgenommenen Anleihen	1.062	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		1.062 0
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 13 Straßen und Gebäude		
AN	01 01 00	Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds zur Förderung und Entwicklung der Pferdesporttätigkeit; Basiszuwendung 01.01, Programm 11, Organisationsbereich 13)	800	
CD	06 03 00	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Straßen- und Autobahnnetz der Region- Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Fernstraßen und Autobahnen (zweckgebundene Einnahmen für den Maut- und Havariefonds; Basiszuwendung 01.01, Programm 02, Organisationsbereich 13)	61.505	
CD	06 01 12	Einnahmen infolge der externen Dienstleistungen der Studienbüros des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (für den Fonds der technischen Studien zweckbestimmte Einnahmen; Basiszuwendung 01.03, Programm 03, Organisationsbereich 13)	700	
NO	11 02 10	Rückzahlungen im Zusammenhang mit der Übernahme der Entlohnungen, Zulagen und Soziallasten des Personals der durch das Fonds der technischen Studien finanzierten Studienbüros	0	
CD	16 06 12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	220	
MA	28 01 10	Mit dem Betrieb der Telekommunikationsnetze verbundene Einnahmen	50	
CD	28 02 10	Gebühren bezüglich des Betriebs der am Wegenetz gelegenen Nebenanlagen	0	
CD	39 01 10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Straßen	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 13 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		63.275 63.005
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 14 Mobilität und Wasserstraßen		
CD	06 01 10	Rückerstattungen durch Drittpersonen für Beschädigungen am öffentlichen Eigentum des Wasserwegenetzes - Ertrag der Abgaben und Eigentumsgenehmigungen auf Wasserwege - (zweckgebundene Einnahmen für den Verkehrs- und Havariefonds; Basiszuwendung 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 14)	2.000	
AN	06 02 12	Einnahmen infolge der Aktivität der Flugplätze	0	
CD	16 01 11	Einnahmen aus den Aktivitäten der regionalen Staudämme	100	
HE	16 07 12	Ertrag der Vermietung des durch die Transportverwaltung verwalteten Eigentums	45	
HE	16 08 12	Einnahmen infolge der Abonnements für Schülertransport	0	
CD	16 09 12	Ertrag aus der Vermietung von Gütern	122	
HE	38 01 30	Einnahmen infolge der Rückerstattung der an den Fahrzeugen für Schülertransport verursachten Schäden	5	
CD	39 02 10	EWG-Programm Infrastruktur Verkehr - Wasserwege	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.272 2.000
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt		
HE	06 04 00	Erträge aus der Verwaltung der Treibhausgasemissionszertifikate kraft des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto, abgeändert durch das Dekret vom 2006. Juni 22 (Dem Wallonischen Kyoto-Fonds zugewiesene Einnahme; Basiszuwendung 01.02, Programm 13, Organisationsbereich 15)	0	
CD	16 01 00	(Abzuschaffen) Einnahmen der forstwirtschaftlichen Forschungsstation	0	
CD	16 01 10	Einnahmen aus dem Vertrieb von forstwirtschaftlichen Erzeugnissen	180	
CD	16 02 11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes der ehemaligen "Gruerie d'Arion" (Staatsforstgesetz vom 26. Juli 1952, Artikel 7) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d'Arion"; Basiszuwendung 01.02, Programm 11, Organisationsbereich 15)	184	
CD	16 03 11	Abhebung auf den Ertrag der Holzfällungen des ungeteilten Waldes von Herbeumont (Staatsforstgesetz vom 16. Juli 1983, Artikel 1, 16) (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Verwaltung des Waldes von Herbeumont; Basiszuwendung 01.03, Programm 11, Organisationsbereich 15)	98	
CD	16 04 11	Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen und des aufgesehenen Holzes	9.740	
CD	16 05 11	Anteil der Region am Erlös aus dem Verkauf der Holzfällungen in den ungeteilten Wäldern	1.020	
CD	16 10 12	Ertrag aus dem Verkauf von Wildpret und Beträge der Gäste bei den königlichen Jagden	60	
CD	16 01 20	(Abzuschaffen) Regiedienstleistungen und Überwachung der Wälder	6	
CD	26 01 00	Von Schuldhern der Fürbereinigungsausschüsse, denen eine verteilte Rückzahlung des Rechnungslidos bewilligt worden ist, gezahlte Ertragszinsen	31	
CD	28 01 00	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Bodenpolitik erworbenen Immobilien	120	
CD	28 01 30	Ertrag aus der Verpachtung der Jagdberechtigung	1.650	
CD	31 01 00	Rückzahlung von Zuschüssen und Vorschüssen im Rahmen von wissenschaftlichen und technischen Forschungsprogrammen oder -projekten	0	
CD	31 02 00	Einnahmen infolge der Haushaltsregelung (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds "S.I.G.E.C."); Basiszuwendung 01.04, Programm 04, Organisationsbereich 15)	319	
CD	31 03 00	Pauschalentlohnungen im Zusammenhang mit dem Informationsnetz "landwirtschaftliche Buchführung"	70	
CD	31 04 00	Rückerstattung der von der regionalen Zahstelle geleisteten, nicht geschuldeten Betriebszuschüsse	591	
CD	36 08 90	Gebühren und Entlohnungen infolge des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds für die Gesundheit und die Qualität der Tiere und Tiererzeugnisse; Basiszuwendung 01.01, Programm 03, Organisationsbereich 15)	617	
CD	37 01 70	Anteil der Region am Ertrag der Angel-, Jagd- und Fangjagdscheine und der diesbezüglichen Prüfungen	3.755	
HE	37 02 70	(Neu) Aufgraden Artikel 22 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen erhobene Aktegebühren (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für den Umweltschutz; Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	200	
HE	38 01 70	Bezogene Einnahmen im Rahmen der Beteiligung seitens der Stelle, die mit der Rücknahmepflicht von Haushaltsabfällen beauftragt ist, in Anwendung von Artikel 13 §1e, 2° des Kooperationsabkommens vom 4. November 2008 über das Zusammenarbeitsabkommen über die Vermeidung und Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Abfallbewirtschaftung; Basiszuwendung 01.01, Programm 13, Organisationsbereich 15)	1.854	
CD	39 03 10	(Abzuschaffen) Beteiligung der EWG im Rahmen der Befähigerregelungen zugunsten der Landwirte	29	
HE	46 01 70	Ertrag aus den Beteiligungen der Verteiler, der zugelassenen Klärungsanlagen und der SPGE auf freiwilliger Basis und aus verschiedenen Spenden und Vermächtnisse an den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser (zweckgebundene Einnahmen für den internationalen Solidaritätsfonds für Wasser; Basiszuwendung 01.04, Programm 13, Organisationsbereich 15)	1	
HE	49 01 10	(Neu) Rückerstattung der Vorschüsse, die im Rahmen eines europäischen Projekts gewährt werden und die den durch die EWG mitfinanzierten Anteil betreffen (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für den Umweltschutz; Basiszuwendung 01.03, Programm 13, Organisationsbereich 15)	1.140	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		21.665 4.413
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie		
NO	26 02 10	Zinsertrag der betrieblaren Vorschüsse und Beteiligung an den Gewerbeerträgen von Unternehmen in Sachen allgemeiner Energiepolitik	0	
NO	26 03 10	Zinsertrag der betrieblaren Vorschüsse in Sachen Wohnungswesen	287	
HE	28 03 10	Gebühren in Sachen Straßenbaugenehmigungen	0	
NO	28 01 20	Ausgeschüttete Dividende aus der Kapitalbeteiligung der Region in den anerkannten Wohnungsbaugesellschaften	0	
NO	34 01 40	Von der Gesellschaft, bei der eine Einkommensverlustversicherung abgeschlossen wurde, zugunsten der Region übernommener Gewinnanteil	124	
NO	36 09 90	(Neu) Einnahmen aus den in Artikel 13ter des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten administrativen Gebüßen und aus den in Artikel 190, § 3 desselben Gesetzbuches erwähnten Strafen (zweckgebundene Einnahmen für den regionalen Fonds für Ersatzwohnungen)	50	
NO	38 04 10	Basiszuwendung 01.01, Programm 12, Organisationsbereich 16 Ertrag aus verschiedenen Geldstrafen und Gebühren in Zusammenhang mit der Organisation des Elektrizitäts- und Gasmarkts und dem Fonds kraft gesetzlicher, verordnungsmäßiger oder durch Übereinkommen vereinbarter Bestimmungen zugewiesene Mittel für die Finanzierung der gemeinnützigen Verpflichtungen im Elektrizitäts- und Gasmarkt (zweckgebundene Einnahmen zugunsten des Fonds für Energie; Basiszuwendung 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 16)	13.500	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		13.961 13.550

Anweisender Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Ursprüngliche Schätzungen (in Tausend Euro)	
			Pro Artikel	Gesamtbetrag
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
TI	06 05 00	Mit der Übernahme der Vergütungen des Personals der psychiatrischen Krankenhäuser verbundene Rückerstattungen	0	0
TI	39 01 00	Rückzahlung Europäischer Mitfinanzierung	0	0
FU	48 01 00	Beitrag der Provinzen, Gemeinden und OSZH zur Hilfe für die Geschädigten in Süd- und Südostasien	0	0
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18 Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung		
MA	16 06 11	Beratungsverträge	10	
MA	16 07 11	Miete von Industriegebäuden in Anwendung von Artikel 42 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung	454	
MA	26 04 10	Zinsertrag der beizubehaltenden Vorschüsse und der Obligationendarlehen, die den Unternehmen im Rahmen ihrer Entwicklung und Umstrukturierung bewilligt werden.	0	
MA	26 05 10	Zinsertrag der beizubehaltenden Vorschüsse: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	0	
MA	27 01 10	Beteiligung an den Gewerbeerträgen von öffentlichen oder privaten Unternehmen	20.000	
MA	31 01 12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	0	
MA	31 02 12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	200	
MA	32 01 00	Beitreibung von Beschäftigungsprämien aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung	5	
MA	38 01 20	Beiträge im Zusammenhang mit der Gewährung regionaler Garantien	0	
AN	49 03 41	Zusätzliche Finanzierungsmittel des Programms zur Arbeitswiederbeschaffung für Arbeitslose (Artikel 35 des Finanzierungsgesetzes, Königlicher Erlass vom 19. Januar 2000 und Gesetz vom 13. Juli 2001 (St. Polycarpe))	182.235	
MA	49 04 41	Zusätzliche Mittel, die vom Föderalstaat im Rahmen der Finanzierung des Sozialwirtschaftssektors erteilt werden	5.231	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		208.135
		<i>Gesamtbetrag für Sektor III Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		310.370
		<i>Gesamtbetrag für TITEL I. Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		6.471.566
		TITEL II - KAPITALEINNAHMEN		
		Sektor I - Steuerliche Einnahmen		
		Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 19		
AN	56 02 50	Erbischaftsteuer und Übertragungssteuer von Todes wegen	624.246	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 19 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		624.246
		<i>Gesamtbetrag für Sektor I Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		624.246
		Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen		
		Allgemeine Einnahmen - Organisationsbereich 10		
AN	06 06 00	Verschiedene Einnahmen	30	
AN	06 07 00	Rückzahlung von geleisteten, nicht geschuldeten Zahlungen	140	
AN	73 01 21	Beitreibung der getätigten Kosten für Arbeiten und Entlohnungen für Rechnung von Drittpersonen	0	
AN	74 01 20	Einzahlung der nicht verwendeten Beträge durch die Rechnungsführer des ODW, die über Geldvorschüsse verfügen	400	
AN	76 01 00	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien	500	
AN	76 01 12	Ertrag aus dem Verkauf von nicht benutzten Landentnahmen	1.000	
NO	76 01 32	Erlös aus dem Verkauf von Immobilien infolge der Immobilienverwaltung der Gebäude und der Niederlassungen	0	
NO	77 01 00	Ertrag aus dem Verkauf von anderen Vermögensgütern	0	
AN	77 02 00	Erlös aus dem Verkauf von nicht mehr benutzten oder außer Betrieb genommenen langfristigen beweglichen Gütern	200	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 10 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.270
		<i>Gesamtbetrag für Sektor II Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		2.270
		Sektor III - Einnahmen besonderer Art		
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12 Haushalt, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
NO	06 08 00	Einnahmen aus der energetischen Immobilienverwaltung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (Zweckgebundene Einnahmen für den Fonds der energetischen Immobilienverwaltung: Basiszuwendung 01.01, Programm 31, Organisationsbereich 12)	20	
AN	96 01 11	Diskrepanz bezüglich der Tilgung zwischen den von der SWCS "Société wallonne du crédit social" (Walloonische Sozialkreditgesellschaft) für die Finanzierung der Tätigkeitsprogramme 1986-1987 aufgenommenen Anleihen	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		20
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 14 Mobilität und Wasserstraßen		
HE	57 01 00	Rückzahlung durch die SRWT der Mehrbeträge und des Erlöses aus dem Verkauf von Immobiliengütern	0	
AN	69 01 00	Beteiligung des Staates an Investitionen zugunsten der Flughäfen und Flugplätze	0	
HE	79 01 00	Außergewöhnliche Einnahmen in Sachen Schülertransport	45	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 14 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		45
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 15 Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt		
CD	51 01 00	(Abzuschaffen) Rückerstattung der von der regionalen Zahlstelle geleisteten, nicht geschuldeten Betriebszuschüsse	0	
CD	76 02 00	Erträge infolge des Verkaufs und der Zuweisung von Immobiliengütern (zweckgebundene Einnahmen für den Haushaltsfonds für die Bodenpolitik) Basiszuwendung 01.02, Programm 12, Organisationsbereich 15)	495	
CD	89 01 00	Erträge infolge der Beitreibung von Beträgen, die von den Eigentümern, Nießbrauchern und Betreibern nach den Flurbereinigungsmaßnahmen geschuldet werden	633	
CD	89 02 00	Erträge infolge der Beitreibung der Vorschüsse, die für technische Ausgaben in Zusammenhang mit der Anwendung der Gesetzgebung über die Flurbereinigung bewilligt worden sind	800	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 15 Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		1.928
				485

Anweiser Minister	Artikel	BEZEICHNUNG DER ERTRÄGE	Ursprüngliche Schätzungen (in Tausend Euro)	
			Pro Artikel	Gesamtbetrag
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 16 Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie		
NO	52 01 10	Rückerstattung der den öffentlichen und privaten Organismen gewährten Zuschüsse in Sachen Wohnungsbau	0	
NO	53 01 10	Rückerstattung der den Privatpersonen gewährten Wohnungsbauhilfen	1.000	
HE	76 02 12	Erträge aus dem Verkauf von stillgelegten Industriegeländen (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds zur Erneuerung der wallonischen Industriegebiete: Basiszuwendung 51.05, Programm 03, Organisationsbereich 16)	100	
NO	76 02 32	Ertrag aus dem Verkauf der durch die ehemalige SDRW gebauten Wohnungen	0	
NO	86 01 10	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen in Sachen Wohnungswesen	3.000	
NO	86 02 10	(Neu) Rückerstattung von Vorschüssen im Rahmen der Eco-pack-Regelung (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds über die Eco-pack-Regelung): Basiszuwendung 01.01, Programm 41, Organisationsbereich 16	4.000	
HE	87 01 20	Rückzahlung von betreibbaren Vorschüssen, die für den Abbruch von Immobilien bewilligt wurden, die in Übertretung der Bestimmungen des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung und den Städtebau errichtet worden sind	2	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 16</i>		8.102
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		4.100
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 17 Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit		
TI	86 02 10	Rückzahlung von den psychiatrischen Krankenhäusern gewährten betreibbaren Vorschüssen	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 17</i>		0
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 18 Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung		
MA	51 01 12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Expansion, Umstrukturierung und Entwicklung der Betriebe, Industrie- und Beschäftigungsgebiete	1.200	
MA	51 02 12	Beitreibung der Schuldforderungen und Streitsachen: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	3.000	
MA	86 03 10	Ertrag bei Beteiligungsverzicht und Rückzahlung der bewilligten Mittel im Rahmen der Entwicklung und der Umstrukturierung der Betriebe	0	
MA	86 04 10	Rückerstattung bewilligter Mittel und betreibbarer Vorschüsse: Mittelstand, KMB, Sozialwirtschaft	0	
MA	86 05 10	Fonds für industrielle Erneuerung (zweckgebundene Einnahmen für den FRI: Basiszuwendung 51.07, Programm 02, Organisationsbereich 18)	0	
MA	86 06 10	Ertrag bezüglich der Durchführung eines Luftfahrtprogramms	0	
NO-MA	86 07 10	Einnahmen in Anwendung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie (zweckgebundene Einnahmen für den Fonds für die Forschung: Basiszuwendung 01.01, Programm 34, Organisationsbereich 18)	17.000	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 18</i>		21.200
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		17.000
		<i>Gesamtbetrag für Sektor III</i>		31.295
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		21.615
		<i>Gesamtbetrag für TITEL II.</i>		657.811
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		21.615
		TITEL III - ERTRÄGE DER DARLEHEN		
		Sektor II - Allgemeine nichtsteuerliche Einnahmen		
		Einnahmen besonderer Art - Organisationsbereich 12 Haushalts, Logistik, Informations- und Kommunikationstechnologie		
AN	96 02 11	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in Euro	0	
AN	96 03 11	Erträge der Darlehen mit einer Laufzeit länger als ein Jahr, in ausländischer Währung	0	
		<i>Gesamtbetrag für Organisationsbereich 12</i>		0
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		<i>Gesamtbetrag für Sektor II</i>		0
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		<i>Gesamtbetrag für TITEL III.</i>		0
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		0
		ALLGEMEINER GESAMTBETRAG		7.129.377
		<i>Worunter zweckgebundene Einnahmen</i>		195.481
		<i>Geschen, um dem Dekretentwurf beigefügt zu werden</i>		

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3897

[C - 2012/27186]

19 DECEMBER 2012. — Decreet houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2013, worden de lopende ontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 6.471.566.000 euro, overeenkomstig Titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2013, worden de kapitaalontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 657.811.000 euro, overeenkomstig Titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 3. De belastingen en taksen geïnd ten bate van het Gewest die op 31 december 2012 bestaan, zullen worden ingevorderd tijdens het jaar 2013, overeenkomstig de wetten, decreten en tarieven die de grondslag en de inning daarvan regelen.

Art. 4. § 1. De Minister van Begroting en Financiën wordt gemachtigd tot dekking, door leningen die zowel in België als in het buitenland mogen worden uitgegeven, in euro of in vreemde valuta :

1° van de financiering van de begrotingsuitgaven niet gedekt door de begrotingsontvangsten ;

2° van de terugbetaling van de nog niet afgeschreven leningen en obligaties van in Belgische frank of in vreemde valuta uitgeschreven leningen waarvan de eindtermijn in 2013 is vastgesteld;

3° van de vervroegde gehele of gedeeltelijke terugbetaling van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen, overeenkomstig de bepalingen van de ministeriële emissiebesluiten of leningsovereenkomsten;

4° van de verrichtingen van dagelijks beheer van de Schatkist of van de in het belang van de Schatkist verwezenlijkte verrichtingen van financieel beheer, met inbegrip van de voor hun goede afloop nodige beleggingen.

§ 2. De Minister van Begroting en Financiën wordt ertoe gemachtigd, met instemming van de houders en overeenkomstig de marktvoorwaarden, bestaande leningen geheel of ten dele om te zetten in leningen van het type "thesauriebewijzen op lange termijn" en de termijn ervan aan te passen.

Art. 5. De Minister van Begroting en Financiën is gemachtigd :

1° tot het scheppen van thesauriebewijzen of van andere financieringsmiddelen die interest opbrengen, ten belope van het bedrag van de af te sluiten leningen, zowel in België als in het buitenland, in euro of in vreemde valuta;

2° tot uitvoering van elke verrichting van dagelijks beheer van de Schatkist of van elke verrichting van financieel beheer die verwezenlijkt wordt in het algemeen belang van de Schatkist, met inbegrip van het afsluiten van beleggingsovereenkomsten die voor hun goede afloop noodzakelijk zijn en met inachtneming van het voorzichtigheidsprincipe;

3° tot aanpassing van de terugbetalingsvoorwaarden en -termijnen, met instemming van de uitleners, wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven privé-leningen;

4° tot uitvoering van de in artikel 7, tweede lid, bepaalde financiële beheersverrichtingen wat betreft de door het Waalse Gewest in België of in het buitenland uitgeschreven leningen.

Art. 6. De voorlopige uitgaven inzake de samenstelling van activa (openbare leningen en thesauriebewijzen op lange termijn) en de bijkomende kosten, alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de tegeldemaking van deze samengestelde activa, de bijkomende uitgaven en de ontvangsten die eruit voortvloeien kunnen geboekt worden op speciaal daartoe geopende bankrekeningen bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, als wettelijk gevolg van het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

De samengestelde activa kunnen ook ingeschreven worden op bijzondere effectenrekeningen die daartoe namens de Waalse Schatkist geopend zijn bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, die wettelijk voortkomt uit het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

Art. 7. De Minister van Begroting en Financiën is ertoe gemachtigd volgende inkomsten af te trekken van de leningslasten van Wallonië :

1° de inkomsten van de in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist waarvan sprake in artikel 5, 1° en 2°, belegde opbrengsten van leningen in euro;

2° de aan het Waalse Gewest toegewezen inkomsten of kapitalen ten gevolge van beheersverrichtingen van de Schatkist inzake interestenswap, arbitrages, risicodekkingen zoals de opties of andere verrichtingen verwezenlijkt door middel van leningen van Wallonië en om de financiële lasten ervan te verlagen.

Art. 8. De thesauriesaldi van de vorige "OWDR" kunnen bestemd worden voor artikel 76.02 van afdeling 15 (Fonds inzake grondbeleid).

Art. 9. In artikel 126 van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië worden de volgende woorden ingevoegd :

« 4° met de sommen die aan het Gewest worden gestort in het kader van het project "RE-WILL (Recherche d'excellence – Walloon Institute for Life sciences Lead)" ».

Art. 10. § 1. Er wordt een heffing afgenomen voor de financiering van de kosten opgelopen door de "CWaPE" voor de uitvoering van het mechanisme van groene certificaten bedoeld in artikel 37 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

§ 2. De heffing is verschuldigd door de producenten van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling die bij de "CWaPE" een verzoek indienen voor de toekenning van groene certificaten voor installaties met een nominaal vermogen hoger dan 10 kilowatts (kW).

§ 3. De heffing is verschuldigd per megawattuur (MWh) waarvan een indexmeting, meegedeeld aan de "CWaPE" vanaf 1 januari 2013, de productie bevestigt en die in aanmerking komt voor de toekenning van de groene certificaten. Het tarief per eenheid van de heffing, in euro per megawattuur (euro/MWh), is gelijk aan de waarde van een breuk, waarvan de teller gelijk is aan 900.000 euro en de noemer het geschatte aantal MWh is, die door de verschuldigde producenten tussen 1 januari 2013 en 31 december 2013 worden gegenereerd.

Art. 11. § 1. De "CWaPE" schat de elektriciteitsproducties uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwalitatieve warmtekrachtkoppeling van de verschuldigden, in functie van de technische kenmerken van de installaties, van de historische gegevens en van externe elementen die de productie beïnvloeden.

De "CWaPE" berekent het tarief per eenheid van de heffing voor 2012 op basis van de aldus geraamde totale productie. Dit tarief is van toepassing op alle verschuldigden op een éénvormige wijze.

De "CWaPE" maakt het tarief van de heffing bekend.

Art. 12. De producent betaalt de heffing binnen de twee maanden na het versturen van de facturen. Onder voorbehoud van materiële fouten, maakt het uitstel van de betaling de tegoeden op een effectenrekening van deze producent bij de "CWaPE" van rechtswege onbeschikbaar. De "CWaPE" wordt ertoe gemachtigd om de terugvordering van de heffing bij wanbetalende schuldenaars verder te zetten.

Deze heffing is ten laste van de verschuldigde producenten van groene elektriciteit in de zin van artikel 3 en mag niet worden verhaald op de consumenten.

Art. 13. Artikel 80, § 1 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld als volgt :

Categorieën toestellen	Belastingbedrag
A	3.000,00 EUR
B	1.194,80 EUR
C	380,17 EUR
D	271,55 EUR
E.	162,93 EUR

De bedragen van voormelde belastingen worden jaarlijks vanaf het belastbare tijdperk 2014 aangepast naar gelang van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Vanaf het jaar 2013 worden de bedragen te innen voor het lopend belastbaar tijdperk, aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maand juni van het jaar van de bekendmaking en de maand juni van het vorige jaar, jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. ».

Art. 14. Het decreet van 14 juli 2011 houdende goedkeuring van de beslissing van de Waalse Regering van 16 september 2010 waarbij de dienst van de verkeersbelasting, van de belasting op de inverkeerstelling en van het eurovignet (EUV) naar het Waalse Gewest overgeheveld wordt, wordt ingetrokken.

De beslissing van de Waalse Regering van 16 september 2010 om de dienst van de verkeersbelasting, van de belasting op de inverkeerstelling en van het eurovignet (EUV) te verzekeren, wordt ingetrokken.

Art. 15. De beslissing van de Waalse Regering van 19 juli 2012, waarbij de dienst van de verkeersbelasting, van de belasting op de inverkeerstelling en van het eurovignet, bedoeld in artikel 3, eerste lid, 10°, 11° en 12°, en in artikel 5, § 3, eerste lid, *in fine*, vierde streepje, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, door het Gewest zal worden waargenomen, wordt goedgekeurd.

Art. 16. § 1. Punt 1° van artikel 2 van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

« 1° "automaat" :

- a) de voor het publiek toegankelijke bankautomaten;
- b) de geautomatiseerde loketten, namelijk de computerterminals die door de bankinstellingen ter beschikking worden gesteld voor de verschillende banktransacties, o.m. de automatische distributie van bankbiljetten;
- c) de geautomatiseerde loketten, namelijk de computerterminals die door de bankinstellingen ter beschikking worden gesteld voor de verschillende banktransacties, o.m. de automatische uitvoering van betalingen en de automatische aflevering van rekeninguittreksels;
- d) de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling mogelijk is;
- e) de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling verplicht is;
- f) geautomatiseerde tabaks-, sigaren- of sigarettenautomaten. »

§ 2. § 1 van artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld als volgt :

- 1) voor de automaten bedoeld in artikel 1 a), b) en c) : 3.578,93 euro per automaat;
- 2) voor de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling mogelijk is;
 - a) voor de volledig geautomatiseerde zelfbedieningspompen : 760,33 euro per slangkraan;
 - b) wanneer meerdere slangkranen op één enkele meter aangesloten zijn en niet tegelijkertijd kunnen worden gebruikt : 1.086,19 euro per meter;
- 3) voor de zelfbedieningsbrandstofpompen waar automatische betaling verplicht is :
 - a) voor de volledig geautomatiseerde zelfbedieningspompen : 894,73 euro per slangkraan;
 - b) wanneer meerdere slangkranen op één enkele meter aangesloten zijn en niet tegelijkertijd kunnen worden gebruikt : 1.278,19 euro per meter;
- 4) voor de geautomatiseerde tabaks-, sigaren- of sigarettenautomaten : 511,28 euro per automaat.

Het bedrag van voormelde belastingen worden jaarlijks aangepast naar gelang van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Vanaf het jaar 2013 worden de bedragen te innen voor het lopend belastbaar tijdperk, aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maand juni van het jaar van de bekendmaking en de maand juni van het vorige jaar, jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

§ 3. De bepalingen bedoeld in §§ 1 en 2 zijn toepasselijk vanaf het belastbare tijdperk 2011.

Art. 17. § 1. In artikel 97, tweede lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, wordt het tweede streepje vervangen door de volgende bepaling :

« — de tweede, "ecomalus" genoemd, naar gelang van de categorie CO₂-emissies van het autovoertuig dat in gebruik wordt genomen. »

§ 2. In artikel 97bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, wordt § 3 vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Het tweede bestanddeel van de belasting, verschuldigd voor de personenauto's en de auto's voor dubbel gebruik bedoeld in artikel 94, 1°, die in gebruik genomen worden door een in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon, "ecomalus" genoemd, wordt berekend overeenkomstig de artikelen 97quater en 97quinquies ».

§ 3. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde Wetboek, wordt § 2, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 houdende invoering van een ecomalus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. Berekening van de ecomalus.

Art. 97quater. § 1. Wanneer een autovoertuig in gebruik wordt genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, ongeacht of het al dan niet een ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecomalus berekend op de categorie CO₂-emissies van dat onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen voertuig.

§ 2. De CO₂-emissies van het onlangs op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen autovoertuig worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elk CO₂-emissieniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt "emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig" genoemd.

I	II
CO ₂ -emissies van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig	Emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig
Van 0 tot 98	1
Van 99 tot 104	2
Van 105 tot 115	3
Van 116 tot 125	4
Van 126 tot 135	5
Van 136 tot 145	6
Van 146 tot 155	7
Van 156 tot 165	8
Van 166 tot 175	9
Van 176 tot 185	10
Van 186 tot 195	11
Van 196 tot 205	12
Van 206 tot 215	13
Van 216 tot 225	14
Van 226 tot 235	15
Van 236 tot 245	16
Van 246 tot 255	17
Vanaf 256	18

Het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, voor zover het kleiner is dan 15, wordt verminderd met 1 als de rechthebbende op de datum van ingebruikneming van het voertuig drie kinderen ten laste heeft, of met 2 als hij minstens vier kinderen ten laste heeft; de Minister van Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten van bovenvermeld voordeel dat, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de belanghebbende zou kunnen worden toegekend.

Wat betreft de voertuigen die op de datum van ingebruikneming van het voertuig in een inschrijvingsregister ingeschreven staan als voertuigen met vloeibaar petroleumgas als brandstoftype of energiebron, wordt het cijfer van de emissie categorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1.

§ 3. Het tweede bestanddeel van de belasting, vermeld in artikel 97, tweede lid, ecomalus genoemd, is het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van de bedragen berekend overeenkomstig 97quinquies, ten opzichte van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, berekend overeenkomstig § 2.

Art. 97quinquies. Het bedrag van de ecomalus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het onlangs in gebruik genomen autovoertuig, desgevallend verminderd overeenkomstig artikel 97quater, § 2, derde en vierde lid	Bedrag van de ecomalus
7	€ 100
8	€ 175
9	€ 250
10	€ 375
11	€ 500
12	€ 600
13	€ 700
14	€ 1.000
15	€ 1.200
16	€ 1.500
17	€ 2.000
18	€ 2.500

In afwijking van dit tabel, is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 euro voor de voertuigen bedoeld bij artikel 2, § 2, tweede lid, 7° van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en die onder het bijzondere kentekenplaat zoals bedoeld in artikel 4,

§ 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

De Waalse Regering kan de bedragen en categorieën bedoeld in dit 3 wijzigen. Ze zal het Waalse Parlement, onmiddellijk als het in vergadering is, of anders bij de opening van zijn eerstvolgende zitting, een ontwerp-decreet ter bevestiging van de aldus genomen besluiten voorleggen. » .

§ 4. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde Wetboek, worden § 3, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en gewijzigd bij het decreet van 20 december 2009 en § 3bis, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, opgeheven.

§ 5. In Titel V, hoofdstuk IV, eerste afdeling van hetzelfde Wetboek, wordt § 4, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, § 3 en artikel 97dexies wordt artikel 97sexies.

Art. 18. § 1. In artikel 131bis van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt §1 vervangen door de volgende tekst, luidend als volgt :

« § 1. In afwijking van artikel 131 wordt voor de schenkingen onder levenden van onroerende goederen op het bruto-aandeel van elk der begiftigden een evenredig recht geheven van :

1° 3,3 % voor de schenkingen in de rechte lijn, tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden;

2° 5,5 % voor de schenkingen tussen broers en zusters, tussen ooms of tantes en neven of nichten;

3° 7,7 % voor de schenkingen aan andere personen. »

§ 2. In artikel 44 van hetzelfde Wetboek vervallen de volgende woorden : ", of op 10 % indien voornoemde overdrachtsovereenkomsten aanleiding geven tot de toekenning van een hypothecair krediet aan de koper overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten) of tot de toekenning van een hypothecaire lening door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de hypothecaire leningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië)".

§ 3. In artikel 209 van hetzelfde Wetboek, wordt punt 6° vervangen door de volgende tekst, luidend als volgt :

« 6° de rechten geïnd wegens een rechtsakte die geregistreerd wordt voordat het tarief voor die handeling verminderd wordt tot 5 % zoals vastgelegd in de artikelen 44, 53 en 57, ten belope van de bijkomende rechten tussen het percentage dat toegepast wordt bij de registratie van de akte en het verminderd tarief bedoeld in laatstgenoemde bepalingen; die teruggaaf is gekoppeld aan de voorwaarde van de formulering, onderaan op de akte van de hypothecaire lening, van een verzoek tot teruggaaf, die recht geeft op de vermindering op de verkoopakte van het pand waarop de hypotheek betrekking heeft, ondertekend door de koper en de instrumenterende notaris, vóór de registratie van die leningsakte; dat verzoek onderaan op de akte moet de naam van de begunstigde van de teruggaaf bevatten, en in voorkomend geval het nummer van de rekening waarop het bedrag van de terug te geven rechten gestort moet worden; ».

§ 4. Dit artikel treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. §§ 2 en 3 zijn echter van toepassing op alle authentieke akten verleden vanaf 1 januari 2012, zelfs indien een overeenkomst wordt vastgesteld die vóór die datum het voorwerp heeft uitgemaakt van een onderhandse akte. Bedoelde authentieke akte zal blijven onderworpen aan de voormalige rentevoet van 10 % als hij wordt ingediend bij het registratiekantoor op hetzelfde ogenblik als voormelde onderhandse akte, met het bewijs dat de door de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten) of door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) toegekende hypothecaire lening op basis van een aanvraag ingediend uiterlijk op 31 december 2011 is toegekend.

Art. 19. Overeenkomstig artikel 6, 3° van het decreet houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, kan de invordering van de niet-fiscale ontvangsten door de ontvanger opgegeven worden wanneer de kosten van de invordering hoger is dan het bedrag van het vastgestelde recht.

Art. 20. In Artikel 45, § 1, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009 en gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "32 %" vervangen door de woorden "15 %".

Art. 21. Artikel 253, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 6 juli 1994 en gewijzigd bij de decreten van 6 december 2001 en 22 oktober 2003, wordt vervangen door wat volgt :

« 5° de onroerende goederen gelegen in het Waalse Gewest en opgenomen in de omtrek van een Natura 2000-gebied, van een natuurreservaat of een bosreservaat of opgenomen in de omtrek van een gebied dat in aanmerking komt voor het Natura 2000-netwerk en onderworpen is aan de primaire beschermingsregeling ; ».

Art. 22. Artikel L4211-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld als volgt :

« § 5. Vanaf de gemeente- en provincieraadsverkiezingen van 2012, zullen de uitgaven die bij de paragrafen 2 en 4 ten laste van Wallonië worden gebracht, alsook de uitgaven in verband met de technische upgradings van de toestellen en de administratieve kosten eigen aan de begeleiding gedurende het verkiezingsproces, door de gemeenten die ervan gebruik hebben gemaakt, worden terugbetaald na het afsluiten van de verkiezingen overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de Regering, ten belope van het bedrag dat de kosten van de manuele stemming overschrijdt. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende afval*

Art. 23. Artikel 5 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Het bedrag van de belasting op het storten van huisafval in "C.E.T." wordt vastgelegd op 62 euro/ton voor ongevaarlijke afval en op 67 euro/ton voor gevaarlijke afval.

§ 2. Als afvalstorting in "C.E.T." niet toegelaten is door de regelgeving of door een administratieve machtiging, wordt het bedrag van de belasting vastgelegd op 150 euro/ton, met een minimum van 150 euro voor ongevaarlijke afval en op 600 euro/ton, met een minimum van 600 euro voor gevaarlijke afval. »

Art. 24. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt :

« Het bedrag van de belasting wordt verminderd als volgt :

1° 25 euro/ton als het gaat om resten van behandeling door verbranding, om vliegias uit thermische centrales, niet inert gietzand en resten van de behandeling van afval uit de productie of de vervaardiging van gietijzer en staal;

2° 18 euro/ton als het gaat om afval uit de behandeling door inertage of stabilisering;

3° 16 euro/ton als het gaat om niet-inerte resten van glasrecyclingseenheden die gebruik maken van selectief ingezameld glas voor de productie van nieuw glas;

4° 15 euro/ton als het gaat om afval uit de afbraak van autowrakken en schroot;

5° 3 euro/ton als het gaat om andere afval dan die bedoeld in 10°, voortgebracht door grondsaneringsverrichtingen goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf wanneer andere beheersprocessen dan uitgraving en storting in centra voor technische ingraving volgens de Dienst enorme uitgaven zouden teweegbrengen of niet toegepast zouden kunnen worden;

6° 3 euro/ton als het gaat om resten en andere verontreinigde gronden uit vergunde grondsaneringscentra dan die bedoeld in 10°;

7° 3 euro/ton als het gaat om afval uit de vervaardiging van glasvezels, stoffen uit de bedding, oevers en bijbehorende kunstwerken van waterlopen en -vlakken, afval uit de behandeling van water om het drinkbaar te maken, afval van ijzeroxide uit de zinkproductie, gekend onder de naam jarosiet en goethiet, en ganggesteente van mangaanerts uit de productie van mangaanzouten en -oxiden;

8° 3 euro/ton als het gaat om afval die fosfogips, slib van sodafabrieken, slib van de zuivering van zoutoplossingen van minerale stoffen en mijnafval bevat;

9° 3 euro/ton als het gaat om slib of vaste resten van de vervaardiging van gerecycleerde papierbrij uit bedrijven die papier- en kartonafval gedeeltelijk of geheel als grondstof gebruiken voor de productie van nieuw papier en karton;

10° 0,25 euro/ton als het gaat om :

- gronden die in aanmerking komen voor "C.E.T." van klasse 3 of klasse 5.3;

- inerte afval uit kringloopcentra, met inbegrip van gezeefd klein afval dat in aanmerking komen voor "C.E.T." van klasse 3 met een granulometrie van hoogstens 40 mm voor zover ze minder dan :

1 % niet-steenachtige stoffen bevatten, zoals gips, rubber, isolatiemateriaal, dakbedekkingsmateriaal;

b) 5 % organisch materiaal bevatten, zoals hout, plantenresten;

c) 15 % niet-natuurlijke steenachtige stoffen bevatten met afmetingen tussen 2 en 40 mm;

11° 0 euro/ton als het gaat om :

- afval die asbestvezels bevat;
- gronden die in aanmerking komen voor "C.E.T." van klasse 3 of klasse 5.3 die worden gebruikt als eindafdekking en voor het herstel van de centra voor technische ingraving;
- valoriseerbare afval gebruikt in "C.E.T." als vervangingsmiddelen voor producten of uitrustingen die nodig zijn voor de exploitatie en de sanering van een "C.E.T.", overeenkomstig de exploitatievergunning of de milieuvergunning.

Art. 25. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van ongevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt op 8,1 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 50 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 150 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 150 euro. »

Art. 26. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van ongevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt op 24 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning wordt het bedrag bedoeld in het vorige lid op 60 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 600 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 600 euro. »

Art. 27. In artikel 12 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« In afwijking van de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, wordt het bedrag van de belasting op verbranding van afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 2 euro/ton vastgelegd in geval van warmteterugwinning en op 3 euro/ton zonder warmteterugwinning. »

Art. 28. In artikel 16 van hetzelfde decreet wordt § 1, eerste lid, vervangen als volgt :

« Het bedrag van de belasting op coverbranding van gevaarlijke afval wordt op 6,75 euro/ton vastgelegd. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende afgedankte bedrijfsruimten*

Art. 29. In artikel 2 van het decreet van 27 mei tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten :

- wordt het getal 5 000 vervangen door het getal 1 000;
- wordt het getal 50 vervangen door het getal 25.

Art. 30. In artikel 5 van hetzelfde decreet, worden de woorden "of van elke zoals in artikel 7, § 3, tweede lid, bedoelde jaarlijkse vaststelling die later dan eerstgenoemde vaststelling plaatsvindt" vervangen door de woorden "of van de latere vaststellingen bedoeld in artikel 7, § 3, tweede lid, of, bij gebrek aan vaststelling, op de verjaardagdatum van de tweede vaststelling".

Art. 31. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het belastbare tijdperk is het jaar waarin een tweede vaststelling bedoeld in artikel 7, § 2, tweede lid, wordt opgemaakt, waarbij het bestaan van een in stand gehouden afgedankte bedrijfsruimte wordt vastgesteld, of de latere jaren waarin de ruimte in stand wordt gehouden, in de zin van artikel 2. »

Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De belasting kan ingekohierd worden tot op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar. »

Art. 32. In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet, wordt het getal twaalf vervangen door het getal negen.

Er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Deze tweede vaststelling wordt bekendgemaakt overeenkomstig § 1, tweede lid ». »

Het eerste lid van § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Vanaf de verjaardagdatum van de tweede vaststelling, wordt de ruimte geacht in stand gehouden te zijn in de zin van artikel 2. De verschuldigde kan de ambtenaren bedoeld in § 1, eerste lid, echter verzoeken een controle uit te voeren. »

Art. 33. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de eerste drie paragrafen vervangen door wat volgt :

« § 1. De opeisbaarheid van de belasting alsmede de looptijd van de verjaring van de invordering ervan worden opgeschort voor de gebieden bedoeld in § 2 en § 3.

§ 2. De gebieden onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk IV van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, zolang de houder van de verplichtingen, die hem overeenkomstig dit decreet zijn opgelegd, zijn verplichtingen nakomt.

De opschorting begint te lopen vanaf het jaar waarin deze verplichtingen ontstaan.

Ze heeft betrekking op de belastingen betreffende de jaren waarin deze verplichtingen lopen.

De belastingen worden ontheven wanneer het bestuur een bodemcontrolecertificaat afgeeft overeenkomstig artikel 67 van dit decreet.

§ 3. De gebieden waarvoor een heraanleg nodig is, die het voorwerp uitmaken van het besluit bedoeld in artikel 169, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie.

De opschorting begint te lopen vanaf het jaar van dit besluit.

Ze heeft betrekking op de belastingen die verschuldigd zijn op het moment van het besluit bedoeld in het eerste lid, voor de vanaf het jaar van de aanvraag invorderbare belastingen.

De belastingen worden ontheven wanneer de herinrichting van de locatie bij het besluit bedoeld in artikel 169, § 7, van hetzelfde Wetboek wordt vastgesteld ».

Er wordt een § 6 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De opschorting bedoeld in § 2 en § 3 is vaststaand, zelfs als de naleving van de verplichtingen die uit de twee bedoelde wetgevingen voortvloeien, de afschaffing van de belastbare aard van het gebied in de zin van dit decreet niet tot gevolg heeft gehad. »

Er wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. De vaststelling, door de ambtenaar aangewezen door de Regering, van de niet-belastbare aard van een gebied in de zin van dit decreet, heeft tot gevolg de ontheffing van de opgeschorte belastingen. »

Art. 34. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *9bis*, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. De gemeenten kunnen opcentiemen heffen op de gewestelijke belasting.

Enkel de gemeenten die jaarlijks aan de telling deelnemen alsook aan de bijwerking van de lijst van de ruimten die kunnen betrokken zijn bij deze belasting, kunnen opcentiemen heffen. »

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 35. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2013.

De artikelen 14 en 15 treden echter in werking op de dag van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 4 - IVa, (2012-2013), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 december 2012.

Bespreking.

Stemming

Ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013

Ordonnancende minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Oorspronkelijke begroting 2013 (duizend EUR)	
			Per artikel	Totaal
TITEL I - LOPENDE ONTVANGSTEN				
Sector I - Fiscale ontvangsten				
Specifieke fiscale ontvangsten - Organisatieafdeling 15 Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu				
HE	36 01 70	Belastingen en retributies geïnd krachtens het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalstoffen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)	23.378	
HE	36 02 70	(Gewijzigd) Belastingen, retributies en voorheffingsbelastingen geïnd krachtens het programma-decreet 1997 (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor leefmilieubescherming, afdeling waterbescherming: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15 en voor het Internationaal solidariteitsfonds voor Water: basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)	61.293	
HE	36 03 70	Belastingen en heffingen geïnd krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	255	
HE	38 01 50	(Nieuw) Bedragen geïnd krachtens het decreet van 5 juni 2008 betreffende de betuigeling van milieuovertredingen (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor de bescherming van het Leefmilieu: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	500	
		<i>Organisatieafdeling 15 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	85.426	85.426
Specifieke fiscale ontvangsten - Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke ordening, woning, erfgoed en energie				
HE	36 01 90	Belastingen op de afgedankte bedrijfsruimten (ontvangsten toegewezen aan het Saneringsfonds voor de te rooveren bedrijfsruimten en de sites voor de prioritaire landschappelijke sanering: basisallocatie 01.01, programma 16, organisatieafdeling 03)	600	
		<i>Organisatieafdeling 16 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	600	600
Algemene fiscale ontvangsten - Organisatieafdeling 19 Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie				
AN	36 01 40	Registratierechten voor overdracht van onroerende goederen onder bezwarend titel	883.904	
AN	36 02 40	Registratierechten voor de vestiging van een hypotheek op een onroerend goed gelegen in België	82.074	
AN	36 03 40	Registratierechten op de gedeeltelijke of gehele verdelingen van onroerende goederen gelegen in België, de afstanden onder bezwarend titel tussen medeëigenaren, van onverdeelde gedeelten van zulke goederen	18.437	
AN	36 01 60	Verkeersbelasting op autovoertuigen	447.659	
AN	36 02 60	Verkeersbelasting op autovoertuigen	156.216	
AN	36 01 80	Belastingen op verlaten woningen	25	
AN	36 02 80	Belasting op het verschil van de CO2-emissies van de autovoertuigen die in gebruik worden genomen door een natuurlijke persoon (Malus)	0	
AN	36 02 90	Belasting op spelen en weddenschappen	18.974	
AN	36 03 90	Belasting op automatische ontspanningstoestellen	25.685	
AN	36 04 90	Belasting op de opening van slijterijen	10	
AN	36 05 90	Kijk- en luistergeld	115.000	
AN	36 06 90	Eurovignet	0	
AN	36 07 90	Belastingen op automaten	19.932	
AN	37 01 00	Onroerende voorheffing	31.924	
AN	37 02 00	Renten en boeten op gewestelijke belastingen (artikel 6 §5, van de bijzondere wet van 13 juli 2001)	17.402	
AN	56 01 50	Registratierechten op de schenkingen onder levenden van roerende of onroerende goederen	90.414	
		<i>Organisatieafdeling 19 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	1.907.656	0
		Totaal Sector I Waaronder toegewezen ontvangsten	1.993.682	86.026
Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten				
Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10				
DE	16 01 12	Opbrengst van studies en verkoop van publicaties op het gebied van statistieken	0	
DE	16 01 13	Inschrijvingskosten voor door het Gewest ingerichte manifestaties	0	
DE	38 01 10	Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds inzake de Nationale Loterij): basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 10)	4.872	
DE	49 01 20	Inkomsten afkomstig uit de Franse Gemeenschap omwille van haar aandeel in de administratieve opvolging van het Transversaal strategisch plan 2 "Ontwikkeling van menselijk kapitaal, kennis en knowhow".	0	
		<i>Organisatieafdeling 10 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	4.872	4.872
Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 11 Personeel en algemene zaken				
NO	11 01 00	Terugbetaling aan de SPW van de wedden en toelagen van de leden van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek van Gembloux	0	
NO	11 02 00	Terugbetaling aan de SPW van de wedden en toelagen van de gewestelijke Ontvangers	9.000	
NO	11 01 10	Terugbetalingen in verband met gedane uitgaven voor wedden, toelagen en sociale lasten van de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst	1.500	
NO	11 01 40	Bijdrage van het personeel van de SPW in de aankoop van maaltijcheques	50	
		<i>Organisatieafdeling 11 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	10.550	0
Organisatieafdeling 12				
AN	06 01 00	Allerhande opbrengsten	3.000	
AN	06 02 00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen	2.000	
AN	08 01 30	Terugbetaling van de bedragen m.b.t. de uitgaven van de diensten van het Gewest die controle uitoefenen op de aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954 onderworpen I.O.N. en op andere pararegionale instellingen	0	
AN	12 01 11	Storting van de niet-aangewende sommen door de rekenplichtigen	3.827	
AN	16 02 12	Terugvordering van bedragen in verband met uitgaven voor materieel en diensten gedaan voor de werking van de besturen, met inbegrip van de verkoop van niet meer gebruikte goederen	40	
AN	16 03 12	Opbrengst van de verkoop van niet-duurzame goederen en diensten	700	
AN	16 04 12	Lopende ontvangsten voortkomend uit het beheer van het gewestelijk vermogen	0	
AN	16 05 12	Opbrengsten van de verhuring van niet-specifieke goederen	600	
AN	26 01 10	Beleggingsinteressen	332	
AN	27 01 30	Opbrengst van de verrichtingen op de overschotten van uitgaven van leningen	0	
AN	38 01 00	Terugvordering van schuldvorderingen waarover geschil bestaat	300	
AN	38 02 10	Voorheffing op borgsommen en opbrengsten van borgsommen na faillissementen	50	
AN	38 03 10	Opbrengst van de afhoudingen en van de boetes voor te late oplevering van aannemingen	100	
AN	46 01 00	Bijdrage van het Egalisatiefonds voor begrotingen van het Waalse Gewest	0	
AN	49 02 20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen	346.608	
AN	49 03 20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen	0	
AN	49 04 20	Door de Franse Gemeenschap overgedragen middelen - Definitieve berekening vorig begrotingsjaar	1.094	
AN	49 05 20	Uitzonderlijke dotatie van de Franse Gemeenschap	0	
AN	49 01 41	Door de Regie der Gebouwen aan het Gewest verschuldigde achterstallige ontvangsten	0	
AN	49 01 42	Toegekend aandeel van de personenbelasting	3.782.651	
AN	49 02 42	Toegekend aandeel van de personenbelasting - Definitieve berekening vorig belastingjaar	0	
AN	49 03 42	Dotatie Federal groep spelen en weddenschappen	3.296	
AN	49 01 43	Belastingopheffingen	10	
		<i>Organisatieafdeling 12 Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie Waaronder toegewezen ontvangsten</i>	4.144.608	0

Ordonnansende minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Oorspronkelijke begroting 2013 (duizend EUR)	
			Per artikel	Totaal
		Algemene ontvangsten – Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke Ordening, woning, erfgoed en energie		
AN	38 02 00	Opbrengst van de heffing in verband met de organisatie van de elektriciteits- en aardgasmarktmarkt	0	
		<i>Organisatieafdeling 16 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0 0
		Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
AN	49 02 41	Terugbetaling van de bijdrage van de federale Regering in het kader van de startbaanovereenkomsten	7.484	
		<i>Organisatieafdeling 17 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		7.484 0
		Totaal Sector II Waaronder toegewezen ontvangsten		4.167.514 4.872
		Sector III – Specifieke ontvangsten		
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 12 Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie		
AN	21 01 11	Terugbetaling van het overschot van aanbestedingen van de schuldbreute	0	
AN	30 01 00	Rentverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986 en 1987	1.062	
		<i>Organisatieafdeling 12 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		1.062 0
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 13 Wegen en gebouwen		
AN	01 01 00	Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit (ontvangsten bestemd voor het Begrotingsfonds voor de bevordering en de ontwikkeling van de paardensportactiviteit: basisallocatie 01.01, programma 11, organisatieafdeling 13)	800	
CD	06 03 00	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het openbaar domein van het wegen- en autosnelwegennet van het Gewest - Opbrengst van de retributies en eigendomsrechtelijke toegereken op de wegen en autosnelwegen (ontvangsten bestemd voor het Tol- en Averijfonds: basisallocatie 01.01, programma 02, organisatieafdeling 13)	61.505	
CD	06 01 12	Ontvangsten die voortvloeien uit de externe prestaties van de studiebureaus van de Waalse Overheidsdienst (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor technische studies: basisallocatie 01.03, programma 03, organisatieafdeling 13)	700	
NO	11 02 10	Terugbetalingen verbonden aan de overname van lonen, toelagen en sociale lasten van het personeel tewerkgesteld door de studiebureau's die betaald worden door het "Fonds des Etudes techniques" (Technische studiefonds),	0	
CD	16 06 12	Opbrengsten van de verhuur van goederen	220	
MA	28 01 10	Inkomsten verbonden aan de exploitatie van de telecommunicatienetwerken	50	
CD	28 02 10	Retributies verbonden aan de exploitatie van langs het wegennet gelegen aanpalende etablissementen	0	
CD	39 01 10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Wegen	0	
		<i>Organisatieafdeling 13 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		63.275 63.005
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14 Mobiliteit en waterwegen		
CD	06 01 10	Terugbetalingen door derden inzake beschadigingen aan het door het Bestuur der Waterwegen beheerd Gewestdomein - Opbrengst van de retributies en eigendomsrechtelijke toegereken op de waterwegen - Scheepvaartrechten (ontvangsten bestemd voor het Verkeers- en averijfonds: basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 14)	2.000	
AN	06 02 12	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de vliegvelden	0	
CD	16 01 11	Ontvangsten voortkomend uit de activiteit van de gewestelijke stuwdammen	100	
HE	16 07 12	Huuropbrengst van de door het Bestuur Vervoer beheerde goederen	45	
HE	16 08 12	Ontvangsten voortkomend uit de abonnementen voor leerlingenvervoer	0	
CD	16 09 12	Opbrengsten van de verhuur van goederen	122	
HE	38 01 30	Ontvangsten voortkomend uit de terugbetalingen ingevolge schade veroorzaakt aan de voertuigen voor leerlingenvervoer	5	
CD	39 02 10	EEG-programma Infrastructuur Vervoer - Waterwegen	0	
		<i>Organisatieafdeling 14 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		2.272 2.000
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 15 Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu		
HE	06 04 00	Opbrengsten van het beheer van de broeikasgasemissierechten die zijn geïnd krachtens het decreet van 10 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij het decreet van 2004 juni 22 (toegewezen ontvangst op het Waals Kyotofonds: basisallocatie 01.02, programma 13, organisatieafdeling 15)	0	
CD	16 01 00	(Te schrappen) Ontvangsten voortkomend uit het station voor bosonderzoek	0	
CD	16 01 10	Ontvangsten voortkomend uit de boscentrale	180	
CD	16 02 11	Voorheffing op de opbrengst van de kappingen in het onverdeelde bos van de voormalige "Gruerie d'Arion" (domaniale wet van 26 juli 1952, art.7) (ontvangsten bestemd voor het beheersfonds voor de bossen van de voormalige "Gruerie d'Arion": basisallocatie 01.02, programma 11, organisatieafdeling 15)	184	
CD	16 03 11	Ontvangsten geïnd krachtens het beschikend gedeelte van de begroting (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds G.B.C.S.: basisallocatie 01.04, programma 04, organisatieafdeling 15)	98	
CD	16 04 11	Opbrengst van de verkoop van kappingen en sprokkelhout	9.740	
CD	16 05 11	Gewestelijk aandeel in opbrengst van verkoop van kappingen in de onverdeelde bossen	1.020	
CD	16 10 12	Verkoop van wildebraad en bijdragen van de genodigden op de Koninklijke Jachten	60	
CD	16 01 20	(Te schrappen) Prestaties van regie en bewaking van bossen	6	
CD	26 01 00	Kredietrente uitbetaald door de schuldenaars van de ruilverkavelingscomités die in aanmerking komen voor een terugbetaling in termijnen van hun rekeningssaldo	31	
CD	28 01 00	Opbrengsten die voortvloeien uit de eigendom van de onroerende goederen verworven in het kader van het grondbeleid	120	
CD	28 01 30	Opbrengst van de huur van het jachtrecht	1.650	
CD	31 01 00	Terugbetaling van subsidies en voorschotten in het kader van programma's of projecten voor technisch en wetenschappelijk onderzoek	0	
CD	31 02 00	Ontvangsten geïnd krachtens het beschikend gedeelte van de begroting (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds G.B.C.S.: basisallocatie 01.04, programma 04, organisatieafdeling 15)	319	
CD	31 03 00	Forfaitaire vergoedingen verbonden met het Landbouwkundige boekhoudkundige informatienetwerk	70	
CD	31 04 00	Terugbetaling van exploitatietoelagen die ten onrechte uitbetaald werden aan gerechtigden door de gewestelijke uitbetalende instelling	591	
CD	36 08 90	Heffingen en beloningen geïnd overeenkomstig het programmadecreet van 18 december 2003 (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds voor de kwaliteit van dielerlijke en plantaardige producten: basisallocatie 01.01, programma 03, organisatieafdeling 15)	617	
CD	37 01 70	Gewestelijk aandeel in de opbrengst van de vis-, jacht- en vogeljachtvergunningen en de desbetreffende examens	3.755	
HE	37 02 70	(Nieuw) Dossierrechten geïnd krachtens artikel 22 van het Besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energiegebruik ervan: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	200	
HE	38 01 70	Ontvangsten geïnd voor de tegemoetkoming van de instelling belast met de terugnameplicht van huisafval overeenkomstig artikel 13, § 1, 12" van het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingafval (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor afvalbeheer: basisallocatie 01.01, programma 13, organisatieafdeling 15)	1.854	
CD	39 03 10	(Te schrappen) Tegemoetkoming van de EEG in het kader van de steunregeling voor landbouwers	29	
HE	46 01 70	Opbrengst van bijdragen die voortkomen uit de verdelers, erkende saneringsinstellingen en de SPGE op vrijwillige basis en uit diverse schenkingen en legaten aan het Internationaal solidariteitsfonds voor Water (ontvangsten bestemd voor het Internationaal solidariteitsfonds voor Water: basisallocatie 01.04, programma 13, organisatieafdeling 15)	1	
HE	49 01 10	(Nieuw) Terugbetaling van voorschotten toegekend in het kader van Europese projecten en in verband met het door de EEG medegefinancierde gedeelte (ontvangsten bestemd voor het Fonds voor leefmilieubescherming: basisallocatie 01.03, programma 13, organisatieafdeling 15)	1.140	
		<i>Organisatieafdeling 15 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		21.665 4.413
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie		
NO	26 02 10	Renten op terugvorderbare voorschotten en aandeel in exploitatiewinsten van bedrijven inzake algemeen energiebeleid	0	
NO	26 03 10	Rente op terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	287	
HE	28 03 10	Retributies inzake wegenbouwvergunningen	0	
NO	28 01 20	Uitgekeerde dividenden voortkomend uit het aandeel van het Gewest in het kapitaal van de erkende huisvestingsmaatschappijen	0	
NO	34 01 40	Winstaandeel gestort aan het Gewest door de instelling die de verzekering tegen het risico van inkomensverlies dekt	124	
NO	36 09 90	(Nieuw) Ontvangsten die voortvloeien uit de administratieve boetes bedoeld in artikel 13ter van de Waalse Huisvestingscode en Duurzaam Wonen alsook uit de sancties bedoeld in artikel 190, §3 van dezelfde Code (ontvangsten bestemd voor het Gewestelijk herhuisvestingsfonds): basisallocatie 01.01, programma 12, organisatieafdeling 16	50	
NO	38 04 10	Opbrengst van verschillende boetes en retributies verbonden met de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkt die aan het Fonds toegekend zijn krachtens wettelijke, reglementaire of bij overeenkomst aangegane bepalingen met het oog op de financiering van de verplichtingen van openbare dienst in de elektriciteits- en gasmarkt (ontvangsten toegewezen aan het Energiefonds: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 16)	13.500	
		<i>Organisatieafdeling 16 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		13.961 13.550

Ordonnancende minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Oorspronkelijke begroting 2013 (duizend EUR)	
			Per artikel	Totaal
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
TI	06 05 00	Terugbetalingen in verband met de overname van de bezoldigingen van het personeel van psychiatrische ziekenhuizen	0	
TI	39 01 00	Terugbetaling van de Europese medefinanciering	0	
FU	48 01 00	Bijdragen van de Provincies, Gemeenten en OCMW's voor de steun aan de slachtoffers van Zuid- en Zuidoost-Azië	0	
		<i>Organisatieafdeling 17 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18 Ondernemingen, werk en onderzoek		
MA	16 06 11	Consultatiecontracten	10	
MA	16 07 11	Verhuur van industriële gebouwen overeenkomstig artikel 42 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie	454	
MA	26 04 10	Renten voortvloeiend uit de toekenning van terugvorderbare voorschotten en obligatieleningen aan bedrijven in het kader van de ontwikkeling en herstructurering ervan	0	
MA	26 05 10	Rente op terugvorderbare voorschotten - Middenstand, KMO's, sociale economie	0	
MA	27 01 10	Aandeel in de exploitatiewinsten van openbare of privé-bedrijven	20.000	
MA	31 01 12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: Expansie, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industriële zones en tewerkstellingszones	0	
MA	31 02 12	Terugvordering op schuldvorderingen en geschillen: Middenstand, KMO's, sociale economie	200	
MA	32 01 00	Terugvordering van tewerkstellingspremies op grond van de wet van 4 augustus 1978 en het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering	5	
MA	38 01 20	Bijlagen verbonden met de toekenning van gewestelijke waarborgen	0	
AN	49 03 41	Bijkomende financieringsmiddelen van het programma voor wedertewerking van werklozen (artikel 35 van de financieringswet, koninklijk besluit van 19 januari 2000 en wet van 13 juli 2001 (Heilige Polycarpus)	182.235	
MA	49 04 41	Bijkomende middelen toegekend door de federale overheid in het kader van de financiering van de sector sociale economie	5.231	
		<i>Organisatieafdeling 18 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		208.135
				0
		Totaal Sector III Waaronder toegewezen ontvangsten		310.370
				82.968
		Totaal TITEL I Waaronder toegewezen ontvangsten		6.471.566
				173.866
		TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN		
		Sector I - Fiscale ontvangsten		
		Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 19		
AN	56 02 50	Successierechten en rechten bij overdracht door overlijden	624.246	
		<i>Organisatieafdeling 19 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		624.246
				0
		Totaal Sector I Waaronder toegewezen ontvangsten		624.246
				0
		Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten		
		Algemene ontvangsten - Organisatieafdeling 10		
AN	06 06 00	Diverse opbrengsten	30	
AN	06 07 00	Terugbetaling van ten onrechte betaalde bedragen	140	
AN	73 01 21	Terugvordering van de kosten van de voor rekening van derden uitgevoerde werken en onteleningen	0	
AN	74 01 20	Storting van niet-aangevende sommen door de rekenplichtigen van de Waalse Overheidsdienst die hun verrichtingen doen door middel van gelijkschotten	400	
AN	76 01 00	Opbrengst van de verkoop van gebouwen	500	
AN	76 01 12	Opbrengst van de verkoop van niet-gebruikte grondnemeningen	1.000	
NO	76 01 32	Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen die voortvloeien uit het onroerend beheer van Gebouwen en Vestigingen	0	
NO	77 01 00	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen	0	
AN	77 02 00	Opbrengst van de verkoop van niet langer gebruikte of buiten dienst gestelde duurzame roerende goederen	200	
		<i>Organisatieafdeling 10 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		2.270
				0
		Totaal Sector II Waaronder toegewezen ontvangsten		2.270
				0
		Sector III - Specifieke ontvangsten		
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 12 Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie		
NO	06 08 00	Ontvangsten die voortvloeien uit het energiebeheer onroerende goederen van de Waalse Overheidsdienst (Rntvangsten bestemd voor het Fonds voor Energiebeheer onroerende goederen: basisallocatie 01.01, programma 31, organisatieafdeling 12)	20	
AN	96 01 11	Rentverschil voor leningen aangegaan door de "SWCS" voor de financiering van de activiteitenprogramma's 1986-1987	0	
		<i>Total Division organique 12 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		20
				20
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 14 Mobiliteit en waterwegen		
HE	57 01 00	Terugbetaling door de SRWT van meerwaarden en van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen	0	
AN	69 01 00	Tussenkomen van de Staat in de voor luchthavens en vliegvelden verwezenlijkte investeringen	0	
HE	79 01 00	Uitzonderlijke ontvangsten inzake leerlingenvervoer	45	
		<i>Organisatieafdeling 14 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		45
				0
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 15 Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu		
CD	51 01 00	Terugbetaling van exploitatietoelagen die ten onrechte uitbetaald werden aan gerechtigden door de gewestelijke uitbetalende instelling	0	
CD	76 02 00	Opbrengsten die voortvloeien uit de verkoop en de toewijzing van onroerende goederen (ontvangsten bestemd voor het begrotingsfonds voor het grondbeleid: basisallocatie 01.02, programma 12, organisatieafdeling 15)	495	
CD	89 01 00	Opbrengsten die voortvloeien uit de invordering van de bedragen verschuldigd door de eigenaars, vruchtgebruikers en exploitanten aan het einde van de ruilverkavelingsverrichtingen	633	
CD	89 02 00	Opbrengsten voortkomend uit de terugvordering van de voorschotten toegekend voor technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling	800	
		<i>Organisatieafdeling 15 Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		1.928
				495

Ordonnancende minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Oorspronkelijke begroting 2013 (duizend EUR)	
			Per artikel	Totaal
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 16 Ruimtelijke ordening, woning, erfgoed en energie		
NO	52 01 10	Terugbetaling van aan openbare en privé instellingen toegekende toelagen inzake huisvesting	0	
NO	53 01 10	Terugbetaling van aan particulieren verleende huisvestingsteunmaatregelen	1.000	
HE	76 02 12	Opbrengst van de doorverkoop van afgedankte industrieterreinen [ontvangsten bestemd voor het fonds voor de sanering van de Waalse industriegebieden : basisallocatie 51.05, programma 03, organisatieafdeling 16]	100	
NO	76 02 32	Opbrengst van de verkoop van door de voormalige SDRW gebouwde woningen	0	
NO	86 01 10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten inzake huisvesting	3.000	
NO	86 02 10	(nieuw) Terugbetaling van voorschotten in het kader van de Ecopack-voorziening [ontvangsten voor het Fonds in verband met de Ecopack-voorziening]: basisallocatie 01.01, programma 41, organisatieafdeling 16	4.000	
HE	87 01 20	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten verleend voor het slopen van gebouwen opgetrokken met overtreding van de bepalingen van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw	2	
		<i>Organisatieafdeling 16</i>		8.102
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		4.100
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 17 Plaatselijke besturen, sociale actie en gezondheid		
TI	86 02 10	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten toegekend aan psychiatrische ziekenhuizen	0	
		<i>Organisatieafdeling 17</i>		0
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
		Specifieke ontvangsten - Organisatieafdeling 18		
MA	51 01 12	Terugbetaling op schuldvorderingen en geschillen: Expansie, herstructurering en ontwikkeling van bedrijven, industriële zones en tewerkstellingszones	1.200	
MA	51 02 12	Terugbetaling op schuldvorderingen en geschillen: Microstand, KMO's, sociale economie	3.000	
MA	86 03 10	Opbrengst van overdracht van aandelen en terugbetaling van kredieten toegekend in het kader van de ontwikkeling en herstructurering van ondernemingen	0	
MA	86 04 10	Terugbetaling van kredieten en van terugvorderbare voorschotten : Microstand, KMO's, sociale economie	0	
MA	86 05 10	Fonds voor industriële vernieuwing [ontvangsten bestemd voor het FRI : basisallocatie 51.07, programma 02, organisatieafdeling 18]	0	
MA	86 06 10	Opbrengst i.v.m. de uitvoering van een luchtvaartprogramma	0	
NO-MA	86 07 10	Ontvangsten geleid overeenkomstig het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië [ontvangsten bestemd voor het Onderzoeksfonds : basisallocatie 01.01, programma 34, organisatieafdeling 18]	17.000	
		<i>Organisatieafdeling 18</i>		21.200
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		17.000
		Totaal Sector III		31.295
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		21.615
		Totaal TITEL II		657.811
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		21.615
		TITEL III - OPBRENGSTEN VAN LENINGEN		
		Sector II - Niet-fiscale algemene ontvangsten		
		Specifieke ontvangsten – Organisatieafdeling 12 Begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie		
AN	96 02 11	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in euro	0	
AN	96 03 11	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in vreemde munt	0	
		<i>Organisatieafdeling 12</i>		0
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
		Totaal Sector II		0
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
		Totaal TITEL III		0
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		0
		ALGEMEEN TOTAAL		7.129.377
		<i>Waaronder toegewezen ontvangsten</i>		195.481
		<i>Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van decreet</i>		